

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**OLIVIER  
DE SCHUTTER**  
LES CONDITIONS  
ANTHROPOLOGIQUES  
DE LA DÉCROISSANCE

Page 4

**DOSSIER : ONDES  
ÉLECTROMAGNÉTIQUES**  
UN FLÉAU QUI RAPPORTE

Page 9

**CHRONIQUES**  
PAUL LANNOYE  
GWENAËL BREËS  
J-P L. COLLIGNON  
MARTIN PIGEON (C.E.O.)  
FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

Kairos

Editeur responsable: Jean-Baptiste Godinot / asbl Respire — rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles

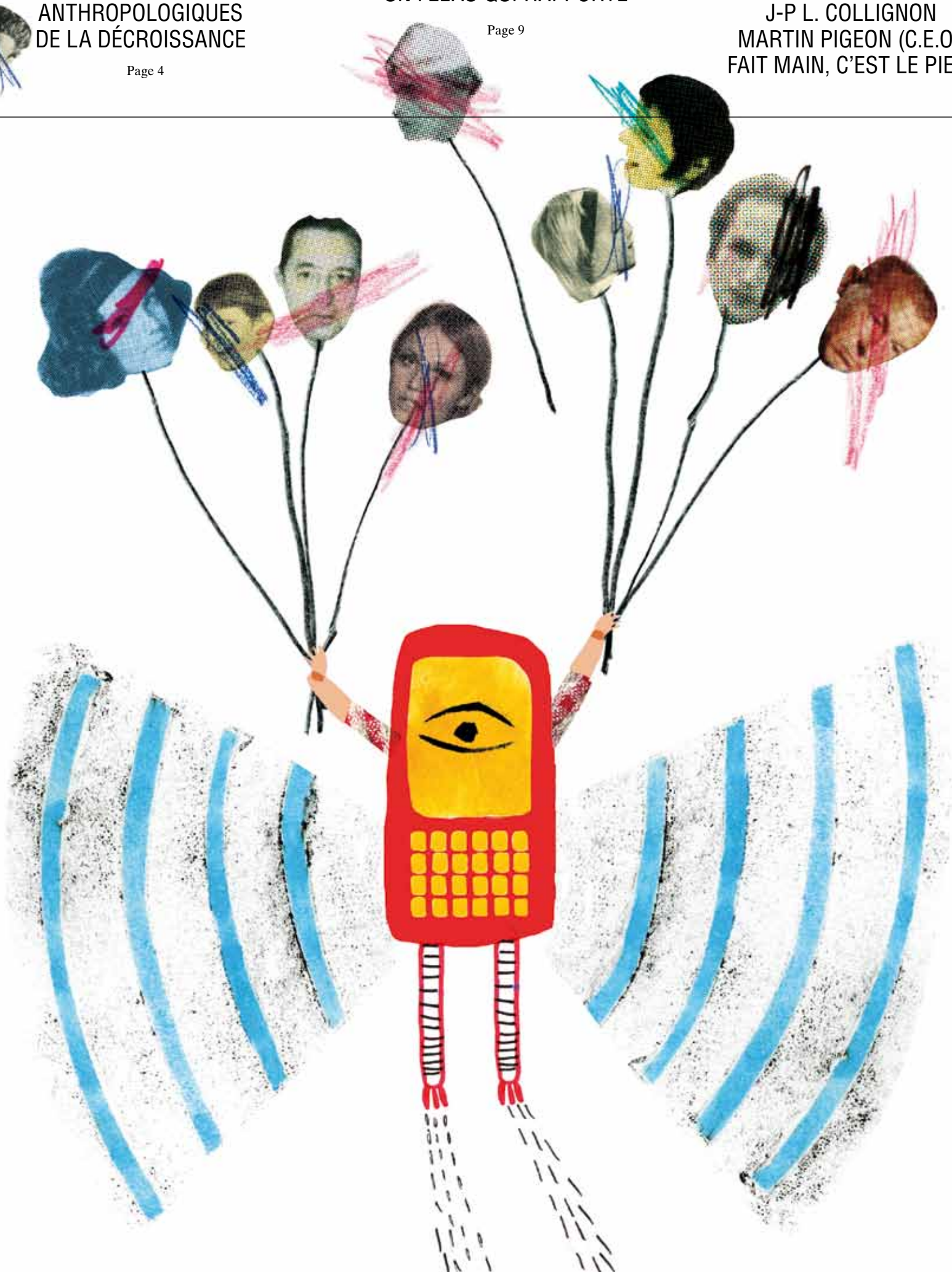


Illustration: Elise Wilk





SOMMAIRE

**EDITORIAL**  
Page 2

**CHRONIQUE DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE**  
Page 3

**HOMO CONSUMENS: LES CONDITIONS ANTHROPOLOGIQUES DE LA DECROISSANCE**  
Pages 4 - 7

**LE MORAL NÉCESSAIRE**  
Page 8

**DOSSIER: LES ONDES ELECTROMAGNETIQUES**  
Page 9

**EXTRACTION MEURTRIERE**  
Page 10

**PROFESSION? FABRICANT DE POLEMIQUE !**  
Page 11

**NORMES DE PROTECTION**  
Pages 12 - 13

**QUE NOUS RACONTENT LES RATS ET LES FOURMIS ?**  
Pages 14 - 15

**LE TELEPHONE PORTABLE: MIROIR DE NOS SOCIETES**  
Pages 16 - 17

**TIRONS SUR L'AMBULANCE**  
Page 18

**CHRONIQUES DE LOBBYCRATIE**  
Page 19

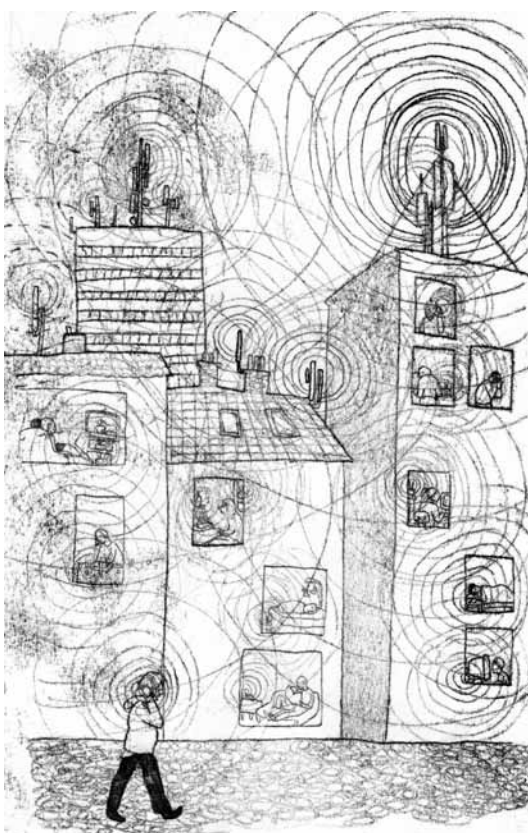
**LES «OPPORTUNITES» DE LA CRISE**  
Pages 20 - 21

**FAIT MAIN C'EST LE PIED / BREVES**  
Page 22

**AGENDA / VU, LU, ENTENDU**  
Page 23

**ABONNEZ-VOUS !**  
Page 24

ÉDITORIAL



Il faudra s'attendre, et les premiers signes sont déjà visibles, de ceux qui ont toujours été les gardiens de l'ordre établi, qu'ils se scandalisent, s'offusquent, résonnent aux polémiques des médias – lesquels feignent toujours de les répercuter alors que ce sont eux qui lui donnent toute sa lumière – vitupèrent même parfois, contre ce qui commence à paraître indécent : les salaires exorbitants, les dotations royales et les prérogatives iniques. Leur indignation affectée ne devra pas nous faire oublier que ce sont ceux-là mêmes qui ont pourtant permis le déploiement de ce que maintenant ils condamnent.

Les mêmes, de la droite à la gauche gouvernementale, puisque depuis longtemps plus rien ne les distingue, compatiront dans un spectacle médiatique affligeant à la détresse des ouvriers d'Arcelor Mittal et tenteront en vain de persuader « Lakshmi » de changer d'avis,

démontrant avec brio, pour celui qui en douterait encore, qui tient les rênes du pouvoir. Au 43ème forum économique mondial de Davos, ce lieu caché où se prennent les décisions importantes, notamment celles qui font la vie des ouvriers partout dans le monde, le Premier Ministre Elio Di Rupo ne put que faire part de « l'incompréhension » des autorités belges face à la décision du géant de l'acier. Rien d'étonnant si ces propos furent relayés dans un quotidien qui, le même jour, voyait son éditorialiste en chef signer un édito « *La même fatalité, de Genk à Liège*<sup>1</sup> ». « *Fatalité* » : « *force surnaturelle par laquelle tout ce qu'y arrive (surtout ce qui est désagréable) est déterminé d'avance d'une manière inévitable*<sup>2</sup> ».

Pendant ce temps-là, en France, les agriculteurs descendaient dans la rue. Leurs cris, pourtant, n'étaient pas dirigés contre les logiques de production qui rendent leurs enfants malades, mais contre une directive européenne limitant l'utilisation de nitrate. Mesure vieille de 20 ans mais jamais appliquée, les agriculteurs craignaient face aux menaces de sanction financière de L'Europe :

« *Certes, l'environnement c'est une bonne chose, mais il y a quand même des limites* ».

Certes ! Curieux pourtant que ces limites adoptent toujours la même circularité et que la recherche du profit ne bute jamais sur les limites dictées par la nature...

C'est que les premières parcelles à dépolluer sont très certainement celles délimitées par nos esprits : « *on a ce discours de dire «il ne faut plus polluer», et bien alors on ne circule plus, on ne roule plus, on ne produit plus et on ne vit plus*<sup>3</sup>! »

...dès lors qu'on est arrivé à l'idée que la production, quelle qu'elle soit, est égale à la vie.

1. Le soir, 25 janvier 2013.  
2. Le « Petit Robert »  
3. France 3, mercredi 16 janvier

ERRATUM

- Dans l'interview consacrée à Zin Tv (novembre 2012), nous avions indiqué, citant Serge Halimi, que celui-ci était « directeur de rédaction ». Nous avons omis de préciser que cette rédaction était celle du mensuel Le Monde Diplomatique. Toutes nos excuses à Serge Halimi ainsi qu'à Ronnie Ramirez de Zin TV.

- Dans l'article « le combat syndical, de l'eau au moulin capitaliste » (novembre 2012), la note de bas de page 5 se rapportait à l'article du collectif grenoblois Pièces et Main d'Oeuvre: « Des ouvriers contre le crime industriel », disponible sur le site <http://www.piecesetmaindoeuvre.com>.

COURRIER DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à: [courrier@kairospresse.be](mailto:courrier@kairospresse.be)  
(les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)



Chères lectrices, chers lecteurs,

pour les un an de Kairos que nous fêterons en avril, tous vos commentaires sont les bienvenus!

« Merci pour votre travail de recherche et votre mission d'éveilleur ».

André

Merci à VaVeA !

Nous avons reçu un don avec la communication suivante :  
« Don de VaVeA (groupe local du mPOC Vallée de la Vesdre)

Longue vie à Kairos »

Le climat, le rail et les avions

« 2 jours après que les derniers bouts d'isolants ont été posés sur la façade extérieure arrière de ma maison, une intuition subite m'a poussé à écouter le journal parlé de la RTBF La Première de 18h que je n'écoute habituellement jamais... pour apprendre que le gouvernement avait finalement décidé d'accorder un « subside » à Brussels Airlines sous forme de réduction de charges sociales au lieu de l'amener à augmenter ses prix, faisant état avec justesse de la concurrence déloyale de Ryanair, qui peut atterrir à des conditions intéressantes à Gosselies, mais « oubliant » la concurrence déloyale avec le secteur ferroviaire, alors que la dotation de la SNCB a été réduite... et cela, juste après le sommet sur le climat de Doha, il faut le faire ! » (Décembre 2012)

André

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique par:  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
rue Auguste Lévêque, 37c – 1400 Nivelles

Tirage: cet exemplaire a été tiré à 2.500 exemplaires

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

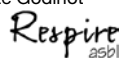
Editeur responsable: asbl Respire - Jean-Baptiste Godinot  
Rue Joseph Coosemans, 32 - 1030 Bruxelles – Belgique  
[info@kairospresse.be](mailto:info@kairospresse.be) – [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)  
Tél. (00 32) 673.51.74 / (00 32) 485/057 744 / (00 32) 488 200 175

Co-rédaction en chef:  
Alexandre Penasse, Jean-Baptiste Godinot

Graphisme: Pierre Lecrenier

Trésorerie: Sandy De Wilde

Relecteurs: Nadia, Janine, Marie-Paule, Benoit



**Chroniqueurs**  
Gwenaël Brees, Jean-Pierre Léon Collignon, Paul Lannoye, Corporate Europe Observatory, la Foire aux Savoir-Faire asbl

**Illustrations**  
François Hubert, Anne Brugni, Lucy Watts, Fanny Dreyer, Marion Sellenet, Alice Bossut, Chloé Perarnau, Titom, Anne Castaldo, Isabelle Haymoz

**Ont contribué à ce numéro**  
Teslabel, Sarah Fautré, Olivier De Schutter, Gérald Hanotiaux, Marie-Claire Cammaerts-Tricot, André Vander Vorst, Edith Wustefeld et Johan Verhoeven («Construire l'Utopie»)

# GAZ DE SCHISTE : UN DANGEREUX MIRAGE

L'Agence internationale de l'énergie a annoncé l'an dernier<sup>1</sup> qu'en 2015 les Etats-Unis deviendraient le premier producteur mondial de gaz, détrônant ainsi la Russie. Cette position, ils la doivent à l'entrée en force sur le marché énergétique des gaz de schiste dont l'exploitation a véritablement explosé au cours de ces dernières années.

Alors qu'en 2000 le gaz de schiste ne représentait que 2% de la production états-unienne de gaz naturel, en 2012, cette proportion a atteint 37%. L'essor ultra-rapide de cette production a impressionné partout dans le monde et interpellé les experts et les politiques sur le potentiel d'exploitation.

En fait, les gaz de schiste sont connus depuis longtemps de même que les techniques permettant de les exploiter. C'est la combinaison de deux de ces techniques, la fracturation hydraulique de la roche et le forage horizontal, qui a permis d'améliorer fortement les capacités d'extraction et de faire à nouveau rêver à la corne d'abondance énergétique.

C'est ainsi que la Chine qui disposerait de réserves importantes (25 000 milliards de m<sup>3</sup>) envisage de passer de 6.5 milliards de m<sup>3</sup> produits en 2015 à 100 milliards en 2020.

Les Européens les plus attentifs à ce qui se passe outre-Atlantique sont acquis à l'idée que les gaz de schiste vont les libérer du spectre de la pénurie et de la dépendance :

- la Pologne, dépendante à 70% du gaz russe pour son approvisionnement, a manifesté régulièrement son enthousiasme pour une ressource qui la libérerait de l'emprise de son puissant voisin ; les réserves nationales estimées, même si elles sont régulièrement révisées, permettent de rêver puisque les chiffres annoncent un potentiel en sous-sol allant de 300 à 750 milliards de mètres cube<sup>2</sup>
- le 13 décembre dernier, le gouvernement britannique sous la pression de milieux d'affaires très mobilisés et très attentifs à l'évolution US<sup>3</sup> a donné son feu vert à l'exploitation des gaz de schiste.

Du côté de la Commission européenne, on se montre réservé, tout en déclarant l'intérêt d'investir plus avant la piste de l'exploitation des gaz non conventionnels et, plus particulièrement, des gaz de schiste.

Récemment, un groupe de chercheurs européens sous l'égide du Centre Commun de Recherche<sup>4</sup> a publié un rapport visant à cerner les perspectives pour le gaz de schiste en Europe. Leurs estimations concluent à un potentiel géologique important de l'ordre de 15 000 milliards de m<sup>3</sup>, l'essentiel étant situé en Europe occidentale ; ils attirent toutefois l'attention sur l'incertitude en matière de taux de récupération, lequel pourrait varier entre 15 et 40%.

En outre, ils soulignent une différence notable entre la situation états-unienne et celle que nous connaissons en Europe : aux Etats-Unis, outre qu'il existe des gisements très riches, l'industrie gazière bénéficie de l'existence d'un important maillage de gazoducs, lequel est deux fois moins dense en Europe, ce qui accroît nettement les coûts d'exploitation-distribution.

En conclusion, les experts européens estiment que si les meilleures conditions géologiques, techniques, économiques et politiques étaient réunies, les gaz non conventionnels (soit le gaz

de schiste auquel il faut ajouter le gaz de houille et le gaz de grès) pourraient tout au plus compenser le déclin des ressources classiques régionales !

Bref, il n'y a pas vraiment de quoi s'enthousiasmer.

Mais, il y a plus grave. Si on se penche sur l'im-

## Les Européens les plus attentifs à ce qui se passe outre-Atlantique sont acquis à l'idée que les gaz de schiste vont les libérer du spectre de la pénurie et de la dépendance

pact écologique des techniques utilisées pour l'extraction des gaz de schiste stockés à grande profondeur (1500 à 4500 m), on ne peut qu'être vivement interpellé :

- la fracturation hydraulique a lieu par injection d'eau, de sable et d'un cocktail de substances chimiques à très haute pression. Avec le gaz, remontent l'eau, chargée en métaux lourds et en éléments radioactifs et une part importante des substances chimiques injectées. Cette eau lourdement polluée qui se retrouve en surface ne peut être traitée par des stations d'épuration classiques ; la contamination des aquifères du fait des fuites de produits chimiques est en outre pratiquement inéliminable ;
- la consommation d'eau est énorme (15 000 à 22 000 m<sup>3</sup> par fracturation) au détriment des activités agricoles locales ;
- l'emprise au sol est impressionnante ; chaque zone de forage (une dizaine de puits par zone) occupe de 3 à 4 ha, soit deux fois plus qu'un forage conventionnel ;
- le risque sismique est réel. Les premiers forages effectués au Royaume-Uni en avril et en mai 2011 dans le Nord-Ouest (près de Blackpool) ont provoqué deux tremblements de terre, certes de faible magnitude, mais suffisants pour entraîner une suspension de l'expérience. En outre, la réinjection d'eau usée, telle qu'elle est pratiquée, peut aussi provoquer un séisme lorsqu'elle atteint une faille géologique ;
- les effets sur la santé, constatés aux Etats-Unis, ont été largement documentés par l'Agence fédérale de protection de l'environnement : problèmes d'asthme chez 25% des enfants en bas âge dans les 6 comtés du Texas concernés, soit trois fois le taux constaté en moyenne ; qualité de l'air, dans le Wyoming, inférieure aux normes en vigueur du fait de la pollution par le benzène et le toluène émanant des puits<sup>5</sup> ;

Ces impacts, concédés avec légèreté par les zéloteurs du gaz de schiste, s'inscrivent dans la logique du saccage de l'environnement provoqué par l'exploitation des ressources fossiles, mais en plus grave vu l'agressivité spécifique des techniques d'extraction et la difficile accessibilité de la ressource.

A ces impacts directs et localisés au voisinage des sites d'extraction qui suscitent à juste titre l'opposition des riverains, il faut ajouter celui, tout aussi préoccupant, sur les équilibres globaux et notamment sur le climat. En effet, si le gaz méthane peut être considéré comme le moins polluant des combustibles fossiles lors de l'utilisation, le gaz de schiste, du fait du processus d'extraction devient un des combustibles les plus sales.

Une étude, dont les premiers résultats ont été présentés au Congrès annuel de l'Union géophysique américaine, fait état d'un taux de fuite dans les puits de l'ordre de 9%.

Or, le méthane est un puissant gaz à effet de serre (23 fois supérieur à celui du CO<sub>2</sub>).

Des fuites aussi importantes conduisent en conséquence à un bilan global désastreux. Ainsi s'effondre le principal argument d'ordre « écologique » des partisans du gaz de schiste.

## VERS UNE BULLE DE GAZ DE SCHISTE

Mais il est un autre argument qui pourrait être décisif dans le chef des éventuels investisseurs. On a constaté en effet un déclin rapide de la production des puits de forage aux Etats-Unis. Celle-ci diminuerait de 70% à 80% après 1 an et ne représenterait plus que 5% à 15% de la production initiale à la fin de la quatrième année d'exploitation. Ceci nécessite de multiplier les forages pour compenser le déclin de production des forages initiaux. La conséquence en est un mitage impressionnant du territoire (plus de 500 000 puits aux Etats-Unis dans 31 Etats) et une croissance importante des coûts<sup>6</sup>.

Ce mécanisme auquel il faut ajouter la surévaluation du taux de récupération et la nécessité impérieuse de limiter les impacts négatifs sur l'environnement, peut faire craindre une nouvelle bulle née de l'exagération de tous les paramètres et d'une sous-estimation des contraintes<sup>7</sup>.

Tout indique à ce jour que le seul véritable atout du gaz de schiste est sa capacité espérée à postposer de quelques années la fin inexorable des combustibles fossiles. Son principal inconvénient est par là même de retarder l'essor des énergies renouvelables.

La fuite en avant pratiquée aux Etats-Unis avec tambours et trompettes doit être considérée comme l'ultime soubresaut d'une « civilisation » moribonde. Il serait irréaliste et dangereux de s'en inspirer.

Paul Lannoye

(1) World energy outlook; special report on unconventional gas; AIEA, 2012.

(2) Courier international; n° 1153, décembre 2012.

(3) Le Monde: Londres relance l'extraction du gaz de schiste; 15 décembre 2012.

(4) Ivan Pearson et al: Unconventional gas: potential energy market impacts in the European Union; JRC Scientific and policy reports; 2012

(5) AEA et al; Report for the European Commission; DG environment; 10 août 2012.

(6) Centre d'analyse stratégique; note d'analyse; n° 215, mars 2011.

(7) B.Thévard : L'Europe face au pic pétrolier; étude commandée par le groupe des Verts/ALE au Parlement européen.

# HOMO CONSUMENS : LES CONDITIONS ANTHROPOLOGIQUES DE LA DÉCROISSANCE

Pour répondre aux défis inédits qui se posent aujourd'hui à l'homme, les catégories classiques ne suffisent plus ; elles sont même, le plus souvent, trompeuses. Opposer le non-proprétaire et le détenteur de capital, si c'est là quelque chose d'indispensable, n'en contient pas moins le risque bien réel de voir le premier faire l'impasse sur ce qui le détermine au plus profond de son être. La lutte logique pour changer notre mode de vie occidental devra avoir lieu à tous les niveaux ; mais le défi n'est pas seulement économique, il est aussi culturel. Olivier De Schutter, rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, revient sur cette construction historique du sujet qui a rendu possible l'état présent, et sur les possibilités de s'évader de ce qui constitue un véritable piège.

Nul mieux que Max Weber n'a décrit ce fondement anthropologique du capitalisme libéral classique et de l'idéologie de la croissance infinie qui s'y trouve associée. Le début du 20<sup>ème</sup> siècle est, il est vrai, un moment particulièrement propice. Weber écrit son *éthique protestante et l'esprit du capitalisme* alors qu'il a encore sous les yeux la société traditionnelle précapitaliste. De plus, en ce début de 20<sup>ème</sup> siècle, la classe ouvrière est intégrée peu à peu dans le capitalisme ; les premières lois sociales ont été adoptées sous Bismarck au cours des années 1880 et 1890. Du même coup, apparaît l'insuffisance d'une critique du capitalisme libéral qui se borne à une dénonciation des inégalités entre détenteurs du capital et non-proprétaires – ceux qui vivent « au jour la journée », comme l'on disait alors, et qui doivent trouver du travail pour vivre. Cette critique n'est pas fautive, nous dit Weber. Mais elle ne va pas au cœur du malaise civilisationnel dont le capitalisme est la cause.

Mais quel est donc ce malaise ? Weber ne partage pas la thèse que le protestantisme encourage un esprit matérialiste mieux adapté aux exigences du monde capitaliste. Cette interprétation est simpliste et incorrecte ; Weber la réfute d'ailleurs explicitement. L'originalité de Weber est plutôt de décrire la mentalité capitaliste orientée vers l'accumulation du profit comme une ascèse ou une discipline. Cette règle de vie à laquelle l'individu sacrifie son existence lui impose, en tout moment, de déployer ses efforts vers l'accumulation. « Le temps, c'est de l'argent », « l'argent qui dort est de l'argent que l'on perd » : celui qui réussit dans le capitalisme suit des maximes qui font de lui une machine à calculer son intérêt.

Chose remarquable, ce n'est pas la recherche effrénée du plaisir qui est à la source du capitalisme. Nous ne sommes pas ici dans les

mondes de Mandeville ou de Smith, où le système économique repose tout entier sur le désir égoïste : le fondement, ici, c'est la dévotion monomaniacale à faire fructifier son capital de départ. Il n'y a pas de recherche permanente, vorace et hédoniste, de satisfaction de ses intérêts personnels. Il y a une ascèse, un sacrifice de soi. Le capitaliste ne descend pas du noceur ; il descend du moine : « *La réforme protestante fit sortir des couvents l'ascèse chrétienne rationnelle et sa règle de vie méthodique et l'exporta dans la vie professionnelle, venant imposer à chaque chrétien d'être un moine tout au long de sa vie.* » Pour être de bons protestants et par là de bons agents capitalistes, nous devons oublier de vivre, consacrer toute notre énergie à gagner plus, à accumuler davantage.

La thèse de Weber est parfaitement compatible avec l'idée, avancée quelques années plus tôt par Georg Simmel dans sa *Philosophie de l'argent*, selon laquelle l'argent exprime « *la totalité des buts* » : fongible universel, l'argent peut donc être rapporté à toute fin quelconque que l'individu pourrait vouloir poursuivre, puisqu'il n'est en principe qu'un moyen d'acquiescer ce qui permet de réaliser les fins que chacun se donne. Mais cette propriété remarquable est aussi ce qui constitue son danger : avec la monétarisation de l'économie, non seulement la spécialisation des tâches et la division du travail peuvent-elles s'accroître au-delà de la fourniture réciproque de services sous forme de troc, mais en outre la porte est ouverte à l'accumulation infinie. L'accumulation de monnaie laisse ouverte la question des fins de l'individu, n'obligeant donc pas celui-ci à se prononcer de manière définitive sur ses objectifs ultimes : tant qu'il thésaurise, en vue d'un avenir qu'il prépare et auquel il sacrifie son présent, il lui est permis de ne pas se prononcer sur le type d'existence qu'il veut mener. Cette thésaurisation, cette accumulation, c'est donc aussi un moyen commode de compenser un manque d'imagination : si l'on accumule, c'est parce qu'on ne sait pas comment dépenser. Nous errons dans la vie sans but : alors, accumulons, car un jour peut-être, nous saurons que faire de cet argent amassé.

Ainsi Weber met-il en avant la dimension socialement construite de la mentalité capitaliste. L'homme n'est pas naturellement obsédé par l'accumulation matérielle, nous dit-il en substance : c'est la société et en l'occurrence la mentalité protestante, l'ascèse qu'elle promeut et attend de chacun, qui oblige les individus à se sacrifier à cette tâche peu exaltante de gagner de l'argent. On y perd sa vie, certes ; mais la société ne laisse pas d'autre choix. Car sortir de l'esprit capitaliste pose un problème d'action collective : personne ne peut le faire seul. Empruntant à Darwin l'idée de la sélection naturelle, Weber met clairement en avant que l'individu qui ne se prêterait pas au jeu, qui refuserait de perdre sa vie à faire fructifier aussi bien que possible son capital, serait éliminé par la concurrence économique. Il faut donc une action collective, une action de la société sur elle-même, pour sortir de la cage.

## UN CAPITALISME SANS CONSOMMATEURS

La reconstruction que propose Weber (qu'on me

pardonne ce blasphème) présente aussi deux lacunes majeures. D'abord, la dimension de la consommation est quasi absente. Weber établit une similitude entre l'entrepreneur capitaliste et le moine, l'un et l'autre obsédés par la quête maniaque et sans fin d'une vie sans plaisirs. Mais Weber nous donne à voir un capitalisme sans consommateurs : il manque à son tableau un élément majeur.

Pourtant, cet élément, Weber était proche de le mettre en avant. C'est le cas surtout là où il examine le passage de la mentalité « traditionaliste » à la mentalité « capitaliste ». A l'opposé de la pensée capitaliste, la pensée traditionaliste est celle où, une fois ses besoins essentiels satisfaits, l'on ne cherche plus à augmenter ses gains, mais plutôt à réduire son investissement dans le travail. Ainsi de l'ouvrier agricole qui, lorsque la rémunération du travail aux pièces augmente, ne travaille pas davantage afin de profiter de l'aubaine, mais au contraire s'arrête de travailler une fois qu'il a atteint ce dont il pouvait se contenter avant cette augmentation : « *L'ouvrier payé 1 mark pour faucher un arpent, qui fauchait jusque-là deux arpents et demi par jour et gagnait ainsi 2,5 marks quotidiens, ne se mit pas, comme on l'avait escompté, à faucher trois arpents pour profiter de l'occasion de gain supplémentaire quand le salaire à l'arpent fut augmenté de 25 pfennigs : au lieu de gagner ainsi 3,75 marks – ce qui aurait été parfaitement possible –, il ne fauchait plus que deux arpents par jour, parce qu'il gagnait ainsi 2,5 marks comme auparavant et s'en contentait, comme il est dit dans la Bible.* »

Weber commente cet exemple dans les termes suivants : le gain supplémentaire qu'aurait pu réaliser l'ouvrier, dit-il, « *l'aurait moins que la réduction de son travail ; il ne se demandait pas combien il pouvait gagner par jour en fournissant le maximum de travail, mais quel travail il devait fournir pour gagner la somme – 2,5 marks – qu'il recevait jusque-là et qui couvrait ses besoins traditionnels.* ». Les individus qui sont encore pris dans les rets de la pensée traditionaliste ont pour but de vivre, et seulement de manière secondaire, comme moyen d'existence, de faire de l'argent ; les individus qui ont adopté la mentalité capitaliste consacrent leur vie à faire de l'argent. Pour que le capitalisme puisse s'épanouir pleinement, il faut inculquer cette mentalité, y éduquer des masses d'abord rétives.

Weber est perplexe face à ce comportement irrationnel. Qui sont ces individus qui ne répondent pas aux incitants, qui ne sont pas mus par l'appât du gain, qui sont si peu « économiques » ? Weber aurait pu approfondir cette piste et ajouter ceci : pour que le capitalisme fonctionne, il faut faire vouloir consommer davantage, donner le goût d'avoir plus. Pour ces ouvriers, 3 marks suffisaient. Ils voulaient préserver du temps pour la dépense, la famille, le divertissement et le repos. Weber aurait pu dire : le capitalisme pour survivre doit brouiller la frontière entre besoin et désir. Il doit créer des besoins artificiels afin que le travailleur fasse le choix de travailler toujours plus.

Au moment même où Weber élabore son *Éthique protestante*, l'Amérique découvre un auteur iconoclaste, économiste inclassable, fils de paysans norvégiens : en 1899, Thorstein Veblen publie sa *Théorie de la classe de loisir*, où il démontre l'importance de la consommation ostentatoire. Le consommateur consomme du superflu, achète des produits de luxe pour envoyer un sig-

nal à chacun sur son statut social, « *pour s'attirer et conserver l'estime des hommes* », dit Veblen. Mais ceci ne concerne que la classe pécuniairement supérieure, comme il l'appelle: la haute bourgeoisie. C'est l'inverse de la consommation de masse que l'on connaît depuis un demi-siècle chez nous. Dans le monde de Veblen, c'est pour se distinguer, et non pour imiter, que l'on consomme de manière ostentatoire tout comme le font les m'as-tu-vu. L'occultation de la dimension de la consommation chez Weber tiendrait-elle au fait que, à cette époque de l'émergence du capitalisme, la consommation n'était pas encore une consommation de masse ?

## LA MARCHANDISATION DU MONDE

Il y a chez Weber un autre impensé: il n'a pas associé l'émergence du capitalisme à la marchandisation du monde, la transformation de tout bien et de tout service en objet d'échange. Ici encore, bien qu'il manque cette dimension du capitalisme émergent, Weber s'en approche. Dans un passage d'*Economie et société*, qu'il publie en 1922 dans la foulée de son *Ethique protestante*, il imagine comment le capitalisme a pu naître. Au départ, nous dit-il, les rapports des individus les uns aux autres étaient réglés par la tradition; le monde marchand était immobile et relativement immuable. Mais voilà soudain que le fils d'un marchand de textile qui, au lieu de faire

« Il ne s'agit plus de se demander s'il est souhaitable de réduire notre consommation de ressources matérielles : la réponse est qu'il le faut »

comme son père et son grand-père ont toujours fait, va chez le producteur de coton et chez ses clients pour tenter de maximiser le gain tout au long de la chaîne: il veut un coton de meilleure qualité, des quantités plus importantes, et satisfaire mieux les goûts des clients pour en attirer à lui davantage (nous dirions aujourd'hui: « augmenter ses parts du marché »). Qu'un seul d'un coup se mette en tête de progresser ainsi, et tous les autres sont alors obligés de l'imiter et de transformer eux-aussi leur manière de produire le tissu, d'augmenter leur marge bénéficiaire pour supporter cette nouvelle concurrence. Quand Weber dit que le capitalisme est une recherche constante du profit, il oublie d'ajouter qu'il exige de scruter autant que possible la vie quotidienne pour apercevoir la manière de faire plus de profit. Tout ce qui peut rapporter par la mise en circulation dans le circuit marchand est appelé forcément à devenir marchandise.

Cette marchandisation progressive est le thème dominant de l'ouvrage majeur de Karl Polanyi, *La grande transformation*, qui paraît en 1944. Il y montre comment le travail, la terre et la monnaie sont progressivement devenus des biens marchands. Le colonialisme, dénonce-t-il, a été également une manière de s'étendre sur de nouveaux territoires, de les transformer en marchés captifs. Aujourd'hui, cette marchandisation du monde s'est à ce point banalisée que nous sommes à peine surpris quand elle se fait jour sous de nouvelles manifestations: des étudiants louent leur front comme espace publicitaire; des agences louent des services de gens de maison

qui prestent nus moyennant une rémunération plus élevée; les conseils que l'on allait rechercher auprès des grands-parents sont devenus le marché des thérapeutes professionnels. Rien, semble-t-il, ne semble plus en mesure d'échapper à cette marchandisation devenue sans limites: les digues sont rompues.

Voilà donc les deux impensés de Weber: la nécessité d'encourager une consommation plus grande pour que le capitalisme libéral se maintienne et la nécessité d'étendre la sphère marchande. Or ces deux impensés désignent justement deux apories majeures de notre système capitaliste. Comme Marx l'avait bien aperçu, le capitalisme court le risque d'une crise liée à la surproduction s'il ne développe pas parallèlement des marchés solvables qui puissent absorber l'excès de production. Mais cette croissance en même temps ne peut être infinie, car elle bute sur les limites des capacités de la planète. On a répondu à la première contradiction par la consommation de masse; ce faisant, on a accentué la seconde contradiction à laquelle on n'a apporté aucune réponse.

Nous en sommes là. Nous avons construit deux prisons: l'une pour le producteur, l'autre pour le consommateur. Elles sont étroitement dépendantes l'une de l'autre. Celle du producteur, comme Weber l'avait bien vu, force chacun comme agent économique à être au moins aussi productif que le concurrent immédiat dans une course sans fin vers la rentabilité maximale sous peine de disparaître. C'est une course irrationnelle; elle est source de malheur et de vies perdues. Le piège s'est refermé: être performant ou mourir.

Et puis il y a, en miroir, la cage du consommateur: piégé lui aussi, il définit son être social par ce qu'il achète. Il s'inscrit dans le processus destructeur du pillage des ressources de la planète bien que cette complicité puisse parfois le dégoûter. Il est le jouet des objets, dont il est devenu l'esclave.

Or, ces cages, ces colonies pénitenciaires du producteur et du consommateur, nous en avons perdu les clés. Elles sont imposées par le système, par ce que Weber appelle « *le cosmos de l'ordre économique moderne* ». Elles ne sont pas les résultats d'une mythique nature humaine tournée vers le gain et la consommation. Les murs sont plus hauts que cela: se changer, c'est un jeu d'enfant – cela dépend de nous. Mais changer le système dans lequel nous sommes piégés, changer de système: voilà qui exige une action collective, une action de la société sur elle-même, qu'aucun de nous ne peut effectuer seul.

Les technologies vertes ne suffiront pas, par elles-mêmes, à nous éviter le précipice. Tim Jackson a rappelé les chiffres sur lesquels cette promesse bute: depuis 1990, moment où on a pris conscience du changement climatique, l'intensité en carbone de la croissance à l'échelle mondiale a diminué de 0,7% par an. On croit de manière plus verte chaque fois; des technologies « propres » peu à peu voient le jour. Mais en même temps, la population mondiale continue de croître à un niveau de 1,3% par an et la consommation moyenne par chacun croît de 1,4% par an, de manière telle que chaque année au rythme actuel, l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère est de 2% (1,3%+1,4%-0,7%). Les technologies vertes, pour désirables qu'elles soient, ne suffisent pas pour compenser la croissance démographique ou l'augmentation de la consommation moyenne par habitant. En outre, à chaque économie d'énergie due aux technologies plus vertes, les gens libèrent une part de revenu, qui sert au moins en partie à satisfaire d'autres « besoins » de consommation.

Comment s'évader? Comment sortir de ce double piège qui s'est refermé sur nous, dans nos deux rôles de producteurs et de consom-

mateurs? Quelle action collective imaginer qui puisse assurer une transition écologique? Je propose d'explorer quatre pistes.

Quatre pistes pour une transition écologique fondée sur l'innovation sociale

« Sortir de l'esprit capitaliste pose un problème d'action collective : personne ne peut le faire seul »

**Première proposition** : pour assurer la transition écologique, nous devons tendre vers des politiques redistributives, vers l'égalité des conditions matérielles. D'abord, compte tenu de l'insuffisance de la « croissance verte », c'est-à-dire d'une option fondée purement sur des technologies plus propres, il faudra partager les coûts d'une transition. Il ne s'agit plus seulement de partager les fruits de la croissance, mais de partager les sacrifices. Nous devons aller vers une mobilisation des efforts: une économie de guerre si l'on veut, sans la guerre. Les politiques que l'on met en place à cet effet doivent être vécues comme légitimes. Or, elles ne pourront l'être que si elles sont équitablement réparties entre tous.

L'égalité des politiques redistributives permet en outre de limiter l'urgence de la croissance économique. Car, jusqu'à présent, c'est la croissance qui a justifié de ne pas opérer une redistribution plus importante des revenus. Si les inégalités ont été tolérées jusqu'à présent, et même l'augmentation des inégalités depuis trente ans, c'est parce que la croissance nous promettait de faire toujours mieux. Promouvoir l'égalité, c'est retirer à la croissance son statut d'idole; c'est la rendre moins indispensable.

Enfin, l'égalité réduit la surconsommation qui est liée à la recherche de la reconnaissance sociale. Ce que Veblen appelait la consommation ostentatoire ne concerne pas seulement les classes possédantes (les « classes de loisir », chez Veblen); c'est une course à la reconnaissance qui nous épuise tous. Des chercheurs ont réalisé une expérience sur un échantillon représentatif de participants en leur demandant de choisir entre être relativement moins bien positionné dans une société A, riche, donc avec de bons revenus mais dans laquelle beaucoup de gens ont des revenus meilleurs que les leurs, ou d'être plutôt mieux positionné dans une société B, plus pauvre en moyenne mais où ils se trouveraient personnellement beaucoup plus riches que la moyenne de cette société. Plus de la moitié des participants étaient prêts à sacrifier 50% de leur revenu pour être mieux positionnés dans la hiérarchie sociale: en général, l'on préfère être relativement aisé dans un pays à bas revenus que d'être relativement pauvre dans un pays à hauts revenus. Notre désir de posséder davantage tient non pas à des besoins à satisfaire, mais à notre souci de ne pas être déclassé socialement.

Il y a des conséquences politiques à cette contribution qu'une politique de redistribution des revenus peut faire à la transition écologique. Au lieu d'opposer les objectifs de la social-démocratie où l'on veut favoriser l'accès du plus grand nombre à la consommation, à l'objectif de la transition vers l'économie stationnaire ou de la décroissance, il faut montrer la complémentarité de ces démarches: cette complémentarité est réelle, pourvu que l'inclusion sociale soit définie en termes relatifs plutôt qu'absolus de la consommation.

**Deuxième proposition :** toute transition écologique doit s'accompagner d'une politique du genre. Cela tient d'abord à la place qu'a pris le corps de la femme dans la société de consommation et dans son arme favorite, la publicité: l'érotisation accompagne partout la marchandisation. Cela tient aussi aux choix de consommation qui découlent, pour la femme, de l'impératif d'être belle – impératif devenu quasi religieux –, qui lui dicte ses choix alimentaires, l'endroit où elle part en vacances, les loisirs qu'elle pratique. Cela tient enfin au fait que la compétition économique récompense et valorise des comportements qui sont associés, dans nos imaginaires et subconscients, à la virilité masculine: c'est ce que montrent un sociologue comme Pierre Bourdieu, dans *La domination masculine*, ou un psychologue du travail comme Christophe Dejours, dans *Souffrance en France*.

Quelle politique du genre peut aller à rebours de cette double sacralisation: celle de la femme-objet d'une part, et celle, d'autre part, d'une compétition économique figurée comme une lutte où les virilités l'emportent, et où la femme est appelée à se battre aux côtés de son homme? La solution n'est pas bien entendu de diaboliser la virilité et de sanctifier la féminité. Et il ne s'agit pas non plus de sauver la femme de l'instrumentalisation

« Si les inégalités ont été tolérées jusqu'à présent, et même l'augmentation des inégalités depuis trente ans, c'est parce que la croissance nous promettait de faire toujours mieux »

de son corps par la publicité, ou de la sauver de sa cooptation par le monde du travail, qui est au contraire en principe souhaitable dans une perspective d'égalité des sexes. Mais il nous faut par contre interroger la division actuelle des rôles de genre et ses conséquences. Nouer des contacts avec les voisins, préparer des dîners, s'occuper des enfants ou des parents âgés: ces activités sont généralement sous-évaluées dans nos sociétés, parce que ce sont des activités traditionnellement confiées aux femmes. Le mépris qui accompagne ces tâches contraste avec la valorisation de l'homme qui part tôt et revient tard, qui gagne de l'argent parce qu'il marchandise le service qu'il rend à la société.

La politique de genre qui doit accompagner la transition écologique doit consister à revaloriser les fonctions traditionnellement associées à la femme, afin que ces fonctions soient partagées entre hommes et femmes comme l'on a commencé à partager le travail. L'égalité des sexes importe dans la sphère domestique autant, aujourd'hui, que dans la sphère du travail. Il faut une recivilisation de l'homme par la femme: ce n'est qu'au prix de cette « déprogrammation » des hommes que ceux-ci, peu à peu, pourront sortir du piège de la compétition économique infinie.

**Troisième proposition :** il faut une politique de la socio-diversité. J'emprunte cette belle expression à Christian Arnspenger. La socio-diversité, c'est la promotion d'alternatives, de modes de vie plus soutenables, de solutions locales à petite échelle: ces micro-expériences, cela recouvre la reconstitution de circuits d'alimentation

courts, les systèmes d'échange locaux, le mouvement de la simplicité volontaire, ou les jardins communautaires. Ces alternatives doivent pouvoir s'épanouir d'abord, faire école ensuite, dessiner enfin les chemins d'une alternative pour la société entière.

Cet expérimentalisme local importe pour trois raisons. D'abord, nous savons que la trajectoire actuelle est insoutenable, mais nous ne connaissons pas le scénario de sortie: il faut donc accélérer l'apprentissage dans la société. Ensuite, ces micro-projets peuvent compenser en partie notre incapacité à imaginer d'autres manières d'occuper nos loisirs que par la consommation. André Gorz relevait que nous avons investi dans des technologies qui libèrent du temps, mais que nous ne savons que faire de tout ce temps libéré. La consommation sans fin devient un substitut à cette absence d'imagination: comme le disait déjà Keynes dans un texte de 1928, *Perspectives économiques pour nos petits enfants*, « nous avons été trop longtemps dressés à payer et non à jouir ». Enfin, ces initiatives locales, ces îlots de socio-diversité, cela permet de recréer des liens sociaux. Nous savons aujourd'hui que, plus encore que l'abus de tabac ou d'alcool par exemple, l'absence de liens sociaux est un facteur de risque important d'une morbidité précoce. L'investissement dans des micro-projets à l'échelle locale, cela permet aussi à chacun d'être considéré non plus pour ce qu'il possède mais pour la personne qu'il est, pour les services qu'il rend, pour les recettes qu'il enseigne, ou pour les compétences qu'il a acquises: de la consommation ostentatoire, avec le temps, l'on passe à la disponibilité ostentatoire à l'autre.

**Quatrième proposition :** la collectivité peut favoriser la transition écologique fondée sur l'innovation sociale. Elle le peut, d'abord, en encourageant l'expérimentalisme local et en aidant les ingénieurs sociaux qui prennent l'initiative de ces micro-projets à surmonter les obstacles qu'ils rencontrent. Cela suppose une politique modeste, au service des initiatives citoyennes, et fondée moins sur des plans et des stratégies que sur une démarche inductive qui permet de récompenser l'innovation sociale: la politique, c'est aider des voisins qui veulent se mettre ensemble à créer leur jardin communautaire.

Les pouvoirs publics doivent aussi créer les incitants économiques qui récompensent les modes de vie sobres et soutenables, et encouragent donc à innover en ce sens. Cela peut prendre la forme, par exemple, de crédits carbone individuels. Chacun reçoit une quantité X de carbone à dépenser sur l'année, et à la fin de la période, les personnes qui disposent d'un quota non utilisé seraient récompensées par un fonds financé par les personnes qui ont excédé leur quota. Cela contraindrait chacun à se rationner, et les personnes qui dépensent plus payeraient davantage. Ou bien cela peut se traduire par une tarification progressive pour l'eau ou l'énergie: chaque ménage paierait un prix très bas pour un certain niveau de consommation de base, mais les prix à l'unité seraient de plus en plus élevés par unité supplémentaire consommée.

Troisièmement, les gouvernements doivent offrir des services publics qui permettent de réduire les achats et la consommation de biens privés, tout en donnant plus de sens aux loisirs: c'est cette double fonction que remplissent la mise à disposition de vélos en libre service, la généralisation d'un système cambio pour les voitures, ou le partage des tondeuses à gazon.

Quatrièmement, le gouvernement doit, de

manière systématique, évaluer l'impact de ses politiques à travers des indicateurs de développement durable. Aujourd'hui, c'est l'impératif de la croissance du PIB qui constitue l'obsession de nos gouvernements. Mais ce qu'il faut chercher « avec les dents », selon la formule célèbre, ce n'est pas la croissance: c'est le mieux-être. Et dans nos sociétés d'opulence, les deux sont antinomiques: la croissance infinie menace de faire franchir des seuils économiques qui, en définitive, vont mettre en danger notre prospérité même. Des universitaires comme Isabelle Cassiers travaillent sur des indicateurs alternatifs permettant de mesurer les performances des sociétés, autrement qu'à travers les indices macro-économiques. Le défi est maintenant de passer à la pratique, et de mettre sur pied des mécanismes de suivi indépendants, afin que les gouvernements se sentent tenus de rendre des comptes lorsque les politiques qu'ils conduisent vont à rebours des indicateurs de développement durable.

## L'ART DE LA TRANSITION

Deux dilemmes hantent aujourd'hui les débats sur les transitions à effectuer. Nous oscillons d'abord sans cesse entre, d'une part, la reconnaissance de la nécessité d'une planification – voire, chez certains, d'une planification quasi autoritaire –, et la volonté, d'autre part, de favoriser l'épanouissement des initiatives privées: d'un côté, on sait que le pilotage automatique par le marché ne marche pas; mais d'un autre côté, il y a l'aveu que nous ne savons pas ce qu'il faut faire – et que nous devons nous laisser surprendre et récompenser l'inventivité des acteurs dispersés de la société. Un deuxième dilemme nous trouve partagés entre l'espoir d'une réforme patiente et lente qui nous épargne la douleur d'un bouleversement radical et la crainte, exprimée par d'autres, que les choses ne bougent pas assez vite, il faut aller rapidement vers des solutions radicales.

Il faut surmonter ces dilemmes. Piloter la transition au départ de l'innovation sociale, c'est favoriser le changement, l'orienter – mais sans que le détail de chaque étape puisse nécessairement être connu d'avance. C'est aussi refuser d'opposer la réforme au bouleversement radical. Il faut cesser d'opposer les changements d'apparence modeste, les expériences collectives à petite échelle, au grand bouleversement de l'édifice de nos sociétés. La transition est un art qui relève plus de la musique que de l'architecture. Ce n'est pas seulement la construction finale à laquelle l'on doit être attentif, le modèle vers lequel on tend. Dans une transition, c'est chaque étape qui importe, même la plus petite: chaque micro-projet a son importance dans ce qu'il peut apprendre aux autres. Dans une partition musicale, ce n'est pas seulement la dernière note qui compte: c'est chacune des notes qui contribue à l'harmonie de la partition.

Olivier De Schutter



CHRONIQUE

# LE CAUCHEMAR DU PARC À THÈMES PERMANENT

## PETIT CONTE MODERNE ET FÉRIQUE

C'était une petite ville, une vieille localité divisée en 19 petites entités, qui devint un jour région à part entière. Capitale certes, mais d'un petit pays, un royaume bâtard et compliqué qui ne la reconnaissait pas à sa juste valeur et la sous-finançait en conséquence. Serrée dans des frontières étriquées, cette ville-région était peuplée de nombreux Lilliputiens fiscalement peu rentables, consommant beaucoup d'aide sociale et laissant leurs maisons se délabrer, alors qu'elle attirait quotidiennement des centaines de milliers de travailleurs venus d'autres parties du pays où ils rentraient chaque soir pour dormir et payer leurs impôts.

Face à tant d'ingratitude et de petitesse, les élus de cette bourgade avaient fini par cultiver un profond complexe d'infériorité, qui se mua au fil du temps en esprit de revanche et en rêves de grandeur : convaincus que leur petit territoire allait finir par rayonner dans le monde entier, ils le proclamèrent capitale de tout un continent. La réalité était plus cruelle : s'ils étaient bien parvenus à y attirer les sièges d'institutions internationales, celles-ci n'y payaient pas d'impôts, leurs travailleurs bénéficiaient d'avantages fiscaux et

stante et minutieuse au service du tourisme.

Un jour de l'an 2012, pourtant, ce subtil équilibre vacilla... L'Échevin du Tourisme de ladite commune avait eu une brillante idée. Il en avait souvent. Malgré son jeune âge, l'homme était parfaitement rodé aux mécaniques du pouvoir. Il se murmurait même qu'il était une sorte de vizir de l'ombre. Mais tout entier tourné vers le futur et la prospérité, il en avait quelque peu oublié combien l'esprit et la mentalité de ses concitoyens étaient parfois étroits. Dès qu'il annonça le remplacement du traditionnel arbre de Noël par une installation électronique de 25 mètres de haut, les foudres de l'opinion publique s'abattirent sur lui. L'objet sacrilège, appelé « XMAS Tree », suscita une volée de bois vert. Les critiques les plus médiatisées s'exprimèrent au nom des valeurs chrétiennes, certains soupçonnant que l'opération visait à faire disparaître ce symbole de Noël « *pour ménager les autres confessions* » – entendez : « sous pression des fundamentalistes musulmans ». Une conseillère communale catholique monta au créneau : « *Qu'arrivera-t-il ensuite ? La suppression des œufs de Pâques parce qu'ils se réfèrent à Pâques ?* » Une pétition « *Pour le respect de nos valeurs et de nos traditions* » récolta l'adhésion de quelques 25.000 personnes. Le changement de nom du marché de Noël en « Plaisirs d'hiver » avait déjà échaudé l'esprit des signataires. De plus, l'affaire n'était pas isolée :

*destination de city trips* ». Même le Bourgmestre dut venir à sa rescousse, affirmant avec fermeté que « *rien ni personne* » ne ferait modifier ce projet, mais précisant pour « *apaiser les craintes* » de ses concitoyens que cette sculpture métallique constituait « *une ode au sapin* ». La preuve ? Elle avait été achetée à « *des architectes alsaciens issus de la petite ville de Guebwiller où fut inventée la tradition du sapin de Noël* ».

Les élus promirent que le vrai sapin reviendrait l'année suivante. L'histoire pouvait donc s'arrêter là. Mais c'était sans compter sur d'autres ennemis de la modernité qui délièrent à leur tour leurs mauvaises langues. Pensant vivre un mauvais rêve plutôt qu'un conte de Noël, ceux-ci se demandaient s'il était vraiment nécessaire de dépenser 40.000 euros pour un conifère, même techno. Ils soulignaient que « *l'oeuvre d'art* », construite illégalement, avait surtout été l'occasion d'ajouter une attraction lucrative de plus (il coûtait 4 euros de la visiter) à un marché de Noël présenté comme « *féérique et magique* » – mais où se bousculaient des milliers de touristes entre vin chaud industriel et échoppes de souvenirs éclairées aux couleurs du sponsor producteur d'électricité.

Ces grincheux n'étaient pas que des contribuables atterrés : ils voyaient surtout dans le rutilant-sapin-éclairé-de-LED une énième manifestation

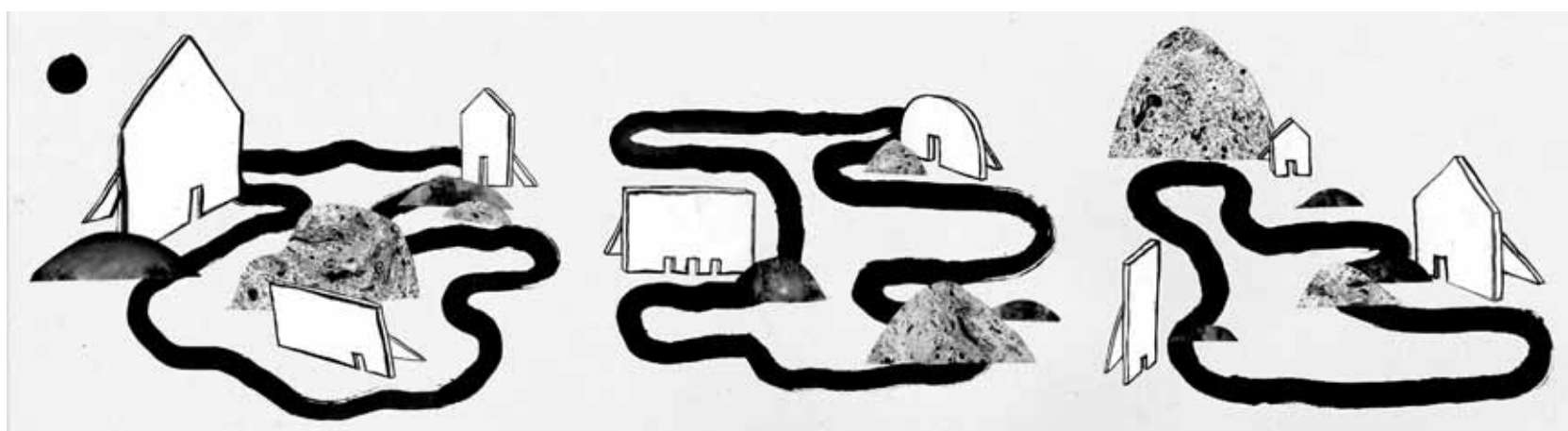


Illustration: Anne Brugini

leurs bâtiments grignotaient peu à peu le paysage. Qu'importe, la région existait désormais sur la carte du monde. Elle pouvait se targuer d'avoir les meilleures gaufres et frites du monde et d'être positionnée dans le peloton de tête des villes accueillant le plus de congrès internationaux. Proche de gravir les sommets, elle n'avait plus qu'à se montrer chaque jour plus attractive.

Génération après génération, les élus étaient plus nombreux et motivés à servir l'ambition de leur région. Certains, toujours à la pointe de la créativité et du dynamisme, y mettaient plus de zèle que d'autres. Il en allait ainsi des élus de la ville-commune qui constituait le berceau de la ville-région, portait le même nom et attirait la majorité des touristes grâce à ses sites historiques. Consciente de ses atouts, cette commune se comportait dans certains dossiers comme un petit État dans l'État. Par le passé, elle n'avait d'ailleurs jamais hésité à annexer des pans entiers de communes voisines lorsque son intérêt économique le dictait. Chanteur de la modernité, elle s'était fait la spécialité d'importer des concepts de « *city marketing* » inventés à l'étranger et de les sous-traiter à des partenaires privés. Mais elle savait aussi combien le caractère « *typique* » de certains quartiers était important pour son image. L'harmonie entre modernité et tradition faisait donc l'objet d'une recherche con-

au même moment, dans un grand pays laïque voisin, la décision d'une ville de rebaptiser son marché de Noël en « *Parfums d'hiver* » avait déclenché l'ire d'une certaine presse qui y voyait rien de moins que la capitulation de la République devant l'obscurantisme islamique. Bigre.

En d'autres occasions, l'orgueilleux Échevin aurait balayé les critiques d'un revers de la main. Il ne craignait jamais de passer en force, par exemple lorsque des habitants s'élevaient contre son projet de construction d'un nouveau méga-complexe commercial et d'affaires qu'ils jugeaient dangereux socialement, écologiquement et économiquement. Mais cette fois, l'enjeu était bien plus crucial. La réputation des « *Plaisirs d'hiver* » était en cause. Même les touristes cherchaient en vain le pieux sapin, qui avait été remplacé par un échafaudage de son et lumière sponsorisé par une multinationale d'électricité. Pour calmer cette tempête qu'il n'avait pas anticipée, l'Échevin argumenta sur le terrain de « *l'audace* » et de « *l'innovation* » plutôt que de s'alerter du caractère raciste de la polémique. Avec le ton solennel qu'imposait cette épineuse situation, il expliqua dans une lettre ouverte le caractère « *avant-gardiste* » de sa démarche : se « *démarrer des autres grandes capitales* », « *créer le buzz* », « *casser notre image de ville ennuyeuse* » pour mieux se « *positionner comme*

lumineuse des politiques de « *benchmarking* », de privatisation et d'invasion publicitaire de l'espace public. Après les parades de ballons et de rollers skates, les compétitions de garçons de café et de filles en talons aiguilles, les vaches sponsorisées et autres sculptures de moules ou de choux géants, ils déploraient qu'il existe désormais une programmation événementielle pour chaque saison, une thématique pour chaque année, une couleur pour chaque quartier commerçant. Ils s'alertaient que les autorités souhaitent toujours plus d'hôtels, de bureaux, de tours, de stades, de centres commerciaux et d'événements internationaux pour attirer toujours plus de touristes, d'hommes d'affaires et d'habitants fortunés. Ils détestaient la transformation de leur ville en parc à thèmes permanent, de ses avenues en ramblas sans mer, de ses brasseries en musées, de ses cafés populaires en bars branchés, de ses rues en pistes de ski artificielles, de son canal industriel en Eldorado pour lofts design, de ses quais en plages de pacotille...

On ignore si ces hérétiques ont été brûlés vifs sur le bûcher ou s'ils se sont réveillés de ce cauchemar. Dans tous les cas, la suite de l'histoire reste à écrire, heureusement...

Gwenaël Breës

# LES ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES : UN FLÉAU QUI RAPPORTE

DOSSIER

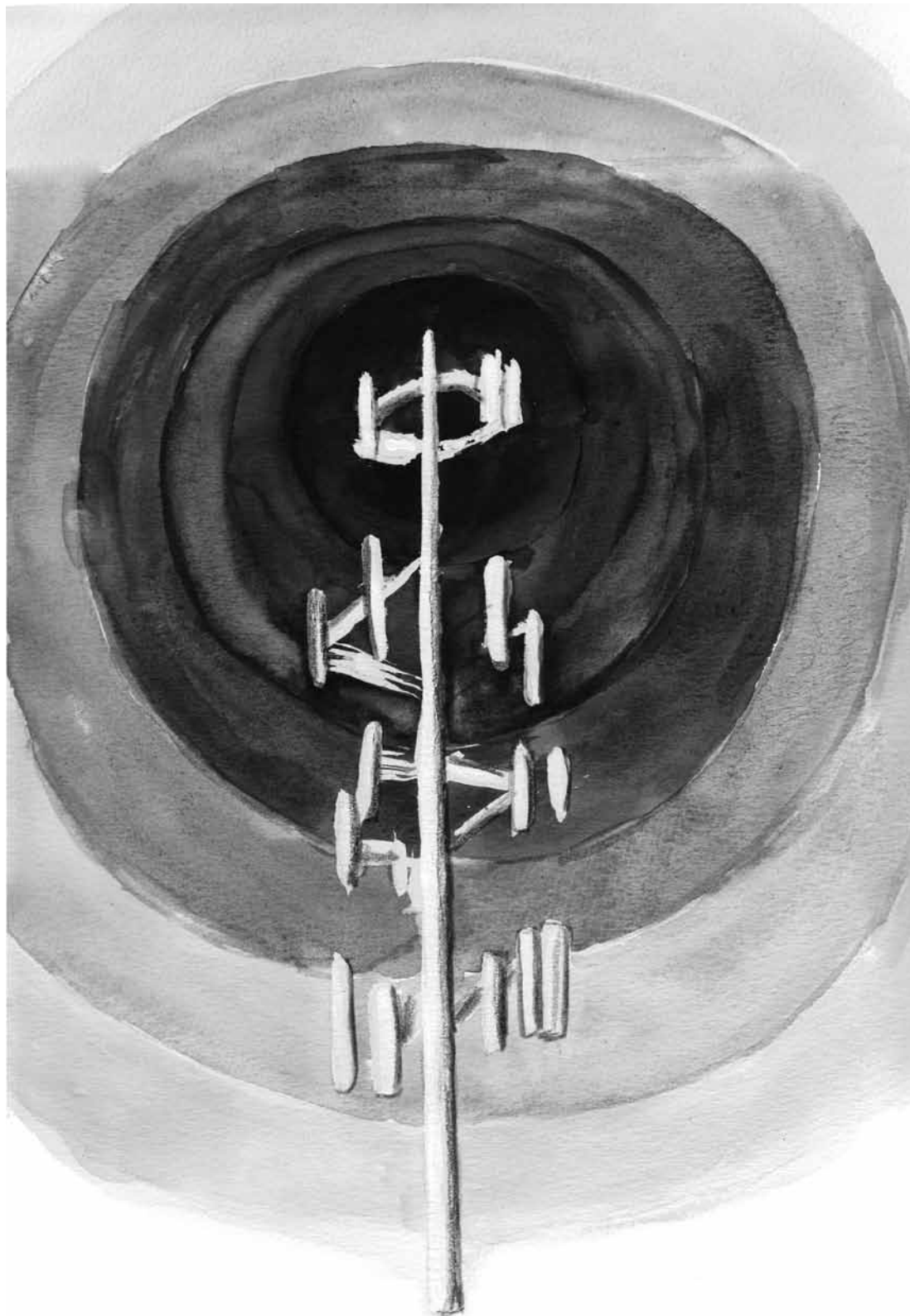


Illustration: Lucy Watts

La nuit de la Saint Sylvestre 2013 en Belgique, plus de 72 millions de messages SMS ont été envoyés. Chaque année, ce chiffre enflé, démontrant implacablement le succès grandissant de la téléphonie mobile et des technologies de communication qui la rendent possible. Pour permettre son déploiement maximum, les antennes relais ont donc colonisé nos villes et nos campagnes en quelques décennies, modifiant notre environnement électromagnétique de façon considérable : dans l'espace urbain, le rayonnement électromagnétique, dans une gamme de fréquences allant de 300 MHz à 300 GHz, atteint souvent des niveaux 10 millions de fois supérieurs au rayonnement naturel...

Au sein d'une société se vantant d'être à la pointe du progrès et s'enorgueillissant d'être guidée par la raison, on aurait pu penser que cette évolution technologique allait s'accompagner de recherches sur les risques éventuels de ce nouvel environnement électromagnétique. Ce ne sera pas le cas, les lobbys, les entreprises de télécommunication, les gouvernements et les médias étant

trop grisés par l'accumulation inédite de gains, tout fut lancé sans étude des effets sur le corps humain.

Les premières alertes viendront de ces sentinelles que sont les oiseaux et les abeilles, qui utilisent les variations du champ magnétique et des vibrations électromagnétiques ambiantes pour s'orienter. Parmi les études récentes, celles de Marie-Claire Cammaerts-Tricot s'est portée sur les effets des rayonnements électromagnétiques de la téléphonie mobile sur les colonies de fourmis (page 14). Ses résultats sont sans appel : les fourmis placées dans un environnement électromagnétique comme celui du GSM, ont un taux de mortalité très élevé et se comportent anormalement : déplacement impossible, recroquevillement des antennes, impossibilité de rentrer au nid, de se nourrir, de communiquer, arrêt du développement larvaire... Les fourmis sont un bio-indicateur et ces résultats illustrent ainsi l'incidence de la téléphonie mobile sur tout être vivant. L'étude supervisée par André Vander Vorst sur les rats a montré quant à elle un taux de

mortalité deux fois plus élevé chez les rats exposés à des micro-ondes et des troubles majeurs de la mémoire (page 15).

Les blocages et intimidations contre ceux qui tentent d'établir les faits scientifiques s'avèrent toutefois le plus inquiétant, faisant abstraction de tout enseignement historique (page 11). Nous avons des données, elles sont là ! (pages 12-13) Mais les vérités scientifiques ne font pas toujours bon ménage avec nos certitudes acquises de technophile et la sacro-sainte croyance en la reprise de la croissance. On ne mettrait quand même pas à l'arrêt, le temps d'un moratoire, des usines de fabrication de téléphones portables, surtout en temps de crise ! On n'arrêterait déjà pas leur production alors même que ceux qui les vendent savaient très bien le sang, les guerres et les pollutions qu'ont nécessité leur production (page 10).

Les autres, c'est-à-dire « le peuple », sont le plus souvent tenus à l'écart de ces « mauvaises » (car dérangeantes) informations, la presse ayant par trop besoin des revenus de la publicité pour les téléphones portables et autres gadgets associés qu'elle nous vend dans ses pages. Laissé dans l'ignorance, l'habitude de l'usage a donc fait place à la dépendance : le GSM est devenu pour beaucoup une prothèse technique indispensable (pages 16-17). Et plus cette société tue les possibilités de choix, plus elle vante le sujet comme libre de choisir.

Ce ne sont pourtant pas moins que nos capacités de penser qui sont ici en jeu. Un enfant en bas âge – lorsque le travail d'endoctrinement scolaire n'a pas encore pu produire ses effets –, en présence de tous les éléments d'information sur l'objet : le processus de fabrication d'un téléphone portable, les études sur la nocivité des ondes électromagnétiques, les effets sur la sociabilité et le rapport aux autres, etc., cet enfant pourrait donc assez facilement faire le choix pertinent face à la question de la nécessité ou non de continuer à produire l'objet néfaste.

Il faudra d'abord, pour changer, qu'on puisse retrouver le sens de ce qui est essentiel et le distinguer de l'accessoire. Ce sera difficile... « plus de 60% des Nigériens ont accès au téléphone portable, un exploit dans un pays grand comme trois fois la Californie, doté de routes en mauvais état, d'un service postal peu fiable et de deux lignes de téléphone pour mille habitants. Le prix du téléphone portable le moins cher permettrait à un Nigérian d'acheter douze kilos et demi de millet, c'est-à-dire de quoi nourrir une famille de cinq personnes pendant cinq jours. Le nombre d'abonnements a néanmoins explosé en Afrique, passant de 12 millions en 2000 à 376 millions en 2008<sup>1</sup>».

**Gérald Hanotiaux  
et Alexandre Penasse**

Coordinateurs du dossier –  
En collaboration avec  
le collectif Dé-Mobilisation

(1) Boston Review, cité dans le Monde Diplomatique d'avril 2010.

## EXTRACTION MEURTRIÈRE

Le cap de 2013 est franchi et avec lui son flot de messages « sms » envoyés depuis des millions de téléphones portables à travers le monde. Des courriers électroniques aux cartes virtuelles, la nouvelle année se fête à présent en mode 2.0. Ces attentions, qui ont remplacé en très peu de temps les traditionnelles cartes de vœux, montrent à quel point l'informatique et l'électronique ont envahi notre quotidien. En quelques années, les technologies de l'information et de la communication sont devenues tellement omniprésentes qu'il nous est difficilement envisageable de faire autrement. Et pourtant, si on nous montrait le trajet qu'ont emprunté certains minerais avant d'arriver dans nos lecteurs MP3, nos ordinateurs ou nos GSM, les vœux auraient un goût amer.

Ce trajet, le journaliste Christophe Boltanski l'a réalisé pour nous et le raconte dans son roman-enquête « *Minerais de sang* »<sup>1</sup>. Dans un style personnel mêlant intrigues politico-judiciaires et quête journalistique, l'auteur nous emmène dans un voyage sur les traces de la cassitérite, le principal minerai de l'étain, que l'on retrouve dans tous les équipements électroniques qui peuplent nos magasins et nos maisons. L'étain est partout, nous dit le grand reporter du *Nouvel Observateur*, « *PC, MP3, cellulaires, PlayStation, caméra digitale, décodeurs, radio, hi-fi, scanners, imprimantes, voitures, avion, tout ce qui comporte de l'électronique, toute notre modernité en contient une trace* »<sup>2</sup>. Pendant deux ans, il a suivi un caillou et a tenté de faire parler toutes les personnes qui sont liées à son commerce : remonter la filière, tracer des liens, comprendre les réseaux.

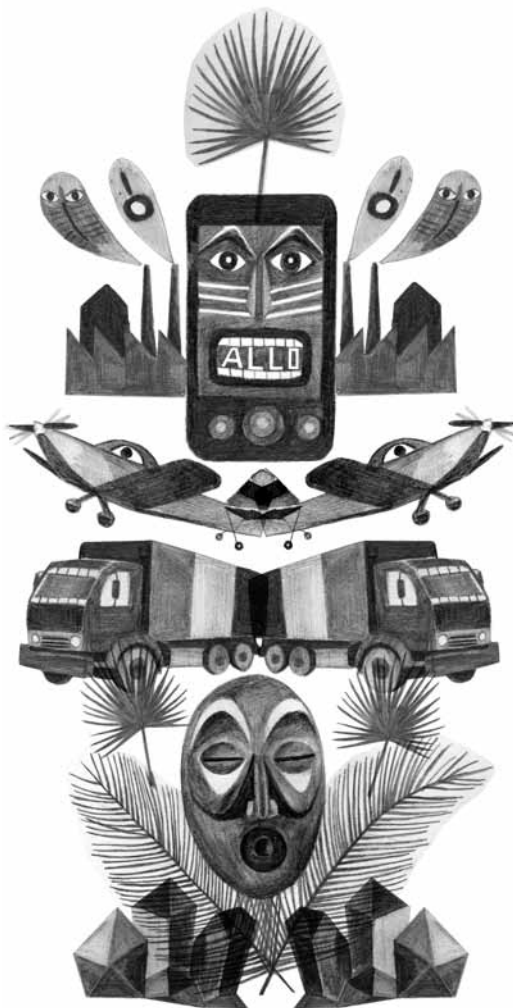
- « Allô ? T'es où ? »

- « Je crève dans les mines »

Les jeunes mineurs du Nord-Kivu<sup>3</sup> sont les premières victimes du commerce de la cassitérite. Vivant dans des conditions sanitaires inhumaines et subissant la pression de groupes armés, ils s'enfoncent dans les entrailles de la terre des journées entières pour un « salaire » quasi inexistant. Les soldats sont nombreux à réclamer leur dîme et n'hésitent pas à user de la violence. Depuis le génocide rwandais en 1994, la région connaît un afflux massif d'auteurs des massacres, fuyant leur pays et la justice. Ces groupes rebelles servent autant les intérêts des pays voisins que des grandes multinationales occidentales. Avec la cassitérite, on entre dans le monde de l'esclavagisme postcolonial et des conflits géostratégiques.

Depuis les collines de Bisie, les mineurs chargés de dizaines de kilos de cassitérite empruntent un chemin difficile et dangereux dans le territoire de Walikalé pour rejoindre à pied Njingala (située à 50 Km) et ses négociants : « *Ce n'était qu'un courant d'air, un lieu de passage. Dès que les intermédiaires avaient réuni près de deux tonnes de cassitérite, ils affrétaient un avion et expédiaient le tout à leur patron installé près de la frontière, à Goma ou Bukavu* »<sup>4</sup>. Une centaine de kilomètres séparent ces villes mais les infrastructures routières étant plus que déficientes, il

s'avèrera finalement plus pratique d'expédier la marchandise dans d'anciens coucoucs soviétiques, pilotés par d'obscurs barbouzes aux origines slaves. La cassitérite est, la plupart du temps, livrée ensuite à Kigali (Rwanda) pour le compte de la Mineral Supply Africa (MSA), une entreprise dirigée par un Anglais, David Bensuan. 80% de sa production provient du Congo, et la valeur de celle-ci augmente autant par les distances qu'elle parcourt que par les traitements qu'elle subit, concentrant ainsi sa teneur en étain : « *3 dollars à Bisie, 6 dollars à Goma, 10 à Kigali. De quoi méditer sur le mystère capitaliste de la formation des prix. (...) Les marges, quant à elles, progressaient de façon géométrique à mesure que l'on s'éloignait du lieu de production. Une particularité souvent observée dans le cas des matières premières* »<sup>5</sup>.



## CASSITÉRITE BUSINESS

Le périple de la cassitérite est loin d'être terminé ; de Kigali, elle part pour le port tanzanien de Dar es-Salaam, en camion français cette fois : c'est en effet la SDV, branche logistique de Bolloré<sup>6</sup>, qui assure la livraison. La cargaison est ensuite embarquée à bord d'un porte-conteneurs en direction de la Malaisie, une vaste usine dédiée aux hautes technologies. Alors que le pays a connu jadis un âge d'or minier, la Malaysia Smelting Corporation achète aujourd'hui la majeure partie de sa cassitérite dans la région des Grands Lacs.

Christophe Boltanski découvre, à Ipoh, l'ancienne capitale malaisienne de l'étain, deux usines de soudure, l'une japonaise, l'autre allemande. Cette dernière, Henkel, s'approvisionne depuis longtemps auprès de la Malaysia Smelting Corporation. Quand le journaliste raconte l'épopée

de la cassitérite (et son lot de souffrances et de conflits) à l'un des ouvriers de l'usine, celui-ci s'écrie qu'il comprend pourquoi la direction de Düsseldorf leur a demandé de trouver du métal ailleurs. En effet, cette décision est prise presque en même temps que l'imposition de nouvelles règles de conduite et que l'entrée en vigueur de la loi américaine Dodd-Frank qui « *oblige les compagnies électroniques à déclarer l'origine de la cassitérite, du coltan, du wolfram<sup>7</sup> et de l'or contenus dans leurs appareils, à la Securities and Exchange Commission, le gendarme de la Bourse américain. Si l'un de ces minerais provient du Congo, elles doivent alors démontrer qu'il n'a pas été acheté auprès d'un groupe armé* »<sup>8</sup>. Difficile de juger de l'efficacité d'une telle mesure sur les conditions de travail des mineurs.

Pendant que des ONG telles que Global Witness tentent de contraindre des compagnies à changer de comportement et d'encourager un commerce légitime qui profite aux populations locales, les fils de soudure de Henkel partent vers Anvers et Shanghai, où ils seront une nouvelle fois distribués vers d'autres villes, et d'autres usines.

Après une vie écourtée par l'obsolescence programmée, les équipements électroniques retourneront sur le continent africain, au Ghana<sup>9</sup>, notamment. C'est dans une décharge d'Accra que le roman-vrai se termine. Des enfants malingres souffrant de problèmes respiratoires passent leur journée à fondre les déchets électroniques européens et américains, afin d'en récupérer le cuivre et de le vendre à une fonderie.

Des mines à la décharge, ces métaux technologiques emportent avec eux la vie de populations entières. C'est ainsi que la boucle se boucle tel un serpent qui se mordrait la queue.

Sarah Fautré

Pour le collectif Démobilisation

(1) BOLTANSKI Christophe, *Minerais de sang*, « Les esclaves du monde moderne », Photographies de Patrick Robert, Editions Grasset, 2012.

(2) Idem, p.22.

(3) Région située à l'est du Congo, à la frontière du Rwanda.

(4) Idem, p. 110.

(5) Idem, p. 220.

(6) Le groupe Bolloré est une entreprise familiale créée en 1822 et devenue, sous la direction de Vincent Bolloré, un groupe international. En 2004, Bolloré figure parmi les deux cents premiers groupes industriels européens et les cinquante premiers français. En 2007, il réalise six milliards d'euros de chiffre d'affaires et emploie 6 000 personnes en France. Le groupe est actif dans le transport, la logistique, la distribution d'énergie ou encore le film plastique ultrafin. Il est aussi présent dans d'autres industries, dont celle historique du papier. Depuis les années 2000, il se développe également dans l'automobile, les médias et les télécommunications. Source : Wikipedia.

(7) Le coltan est un minerai indispensable à la fabrication des téléphones portables. La région du Kivu en détient 60 à 80% des ressources mondiales. Le wolfram, aussi appelé tungstène, est un métal très recherché. Sous sa forme pure, il est principalement utilisé dans des applications électriques (filaments d'ampoule). Source : Wikipedia.

(8) Idem, p.306.

(9) Mais ils partent aussi au Vietnam, au Nigéria, aux Philippines, en Chine...

# PROFESSION? FABRICANT DE POLÉMIQUE!

Les études alarmantes concernant les dangers des technologies sans fil se multiplient depuis des années. Un simple bon sens devrait dicter en cette matière une extrême prudence, et entraîner une remise en question de leur imposition dans notre environnement. Cela serait compter sans un habitué de la presse et des salles de conférence: le contestataire d'alertes!

Un néologisme est apparu ces dernières années, « lanceurs d'alerte », désignant les individus attirant l'attention sur un danger sanitaire ou environnemental. Au sujet des technologies sans fil, ils sont aussi parfois les individus touchés dans leur corps par les effets des radiations, imposées partout par la téléphonie et l'internet sans fil. Capables de témoigner des différents symptômes du « syndrome des micro-ondes »<sup>1</sup>, aidés par de nombreuses études scientifiques, celles et ceux revendiquant le retour à un air sain sont malgré tout poussés dans une certaine marginalité. Contre l'évidence, l'idée prégnante est toujours qu'en terme sanitaire, « on ne sait pas » ! Contestant l'alerte, des scientifiques et responsables politiques s'ingénient à calmer l'éventuelle inquiétude, aidés par l'inertie quasi-générale et le succès des gadgets lancés par les industriels du sans fil.

Un élément important à garder à l'esprit: la définition du lanceur d'alerte signale une action désintéressée.

## AUJOURD'HUI ENCORE, L'AMIANTE TUE QUOTIDIENNEMENT

Le processus actuel au sujet des micro-ondes est souvent comparé au désastre sanitaire de l'amiante. Durant des décennies, ce minéral présenté comme formule miracle pour l'isolation, fut disséminé dans l'environnement et les espaces de vie et de travail. Dès la fin du 19ème siècle, l'inspection du travail britannique en a décrit les risques pour la santé, de même en France où les premières alertes ont été menées par les inspecteurs du travail en 1906. Dès 1930, le lien est établi avec le cancer du poumon, mais « la fibre tueuse n'est pas interdite et son usage est même encouragé. [Un documentaire] retrace la manipulation orchestrée par les industriels : pour contrer les rapports qui établissent la dangerosité du minéral, ils musellent la presse, s'annexent des scientifiques et promeuvent "l'usage raisonné de l'amiante". Vaste fumisterie »<sup>2</sup>. En 1982, une machine de guerre entre en action, le « Comité permanent amiante » (CPA), regroupant des représentants de l'État, des scientifiques et des syndicalistes, obtenant une totale délégation pour gérer le dossier. Résultat : l'année de l'interdiction de la substance, 1997, l'académie de médecine minimisait encore les risques!

En février 2012 à Turin, un tribunal a enfin affirmé que les patrons de la société *Eternit*, en toute connaissance de cause, se sont enrichis en tuant des êtres humains.

## UNE TECHNIQUE RODÉE : L'EXEMPLE DU TABAC

Il fut un temps, béni pour les industriels du tabac, où les publicités garnissaient nos murs, vantant le charme distingué du fumeur de cigarette, exposant même parfois des médecins choisissant la marque qui égayerait leurs blouses blanches. Le 15 décembre 1953 est un jour décisif, celui de la publication d'un article intitulé « *Le cancer de la cartouche* », exposant l'apparition de cancers mortels sur des souris. Panique chez les industriels du tabac: la grande presse relatant cette étude évoque également la nécessité de mécanismes de prévention. Les présidents des quatre plus grandes compagnies américaines font alors appel à des entreprises de relations publiques pour contrer les preuves scientifiques. « *Ils travailleraient ensemble pour convaincre le public qu'il n'y avait aucun "fondement scientifique sérieux aux accusations" et que les récents rapports n'étaient que des "accusations à but sensationnel", proférées par des scientifiques cherchant à faire du bruit pour recueillir davantage de financement pour leur recherche* »<sup>3</sup>.

Plus tard, dans le but de retarder encore l'éclatement du scandale sanitaire, les industriels engagent un scientifique de renom retraité, Frederick Seitz, pour assurer une caution scientifique à leur stratégie. En finançant des recherches dans les principales universités, l'industrie du tabac fournit alors les arguments pour contrer l'alerte sanitaire, en créant la polémique là où arrivent de nouvelles informations sanitaires. Parallèlement, l'industrie milite pour une définition du « journaliste responsable », un être « neutre » présentant les arguments de deux « camps ». Nous connaissons aujourd'hui la situation, entre 1955 et 1995, le nombre de décès annuels attribuables au tabac en Belgique est passé de 8 000 à 19 400.

Aujourd'hui plus personne ne nie ces deux désastres sanitaires, qui démontrent des similitudes certaines - négationnisme et financement de la recherche - avec le processus en cours au sujet des technologies sans fil. Dans les deux cas, un allié incontestable des industriels fut le temps! Les pathologies, en effet, peuvent se déclarer 20 ou 30 ans seulement après l'exposition au produit. Par ailleurs, l'effet de la substance se couple à d'autres facteurs et les individus ne sont pas tous touchés de la même manière.

## LA DÉFENSE DU SANS FIL

Parmi les contestataires d'alerte les plus connus nous avons le français Bernard Veyret, participant à de nombreux programmes de recherche sur le sujet. Son C.V. est chargé : membre de l'ICNIRP, les initiales anglaises désignant la « *Commission Internationale sur la Protection des Radiations Non-Ionisantes* » (conseillère, en matière de normes, de l'Organisation Mondiale de la Santé), monsieur Veyret est également directeur de recherche au Centre National de Recherche Scientifique (CNRS), mais aussi membre du conseil scientifique de... Bouygues Telecom! Citons aussi Michaël Repacholi, présent à la tête du département champs électromagnétiques (CEM) de l'OMS durant dix années, cruciales pour l'imposition de la téléphonie mobile (1996-

2006), qui finança son projet avec des fonds provenant de l'industrie<sup>4</sup>.

En Belgique, toute personne intéressée par les nuisances des technologies sans fil a déjà dû voir monsieur Luc Verschaeve, biologiste et chercheur à l'Institut scientifique de santé publique (ISSP), à ce titre un professionnel de référence pour le Ministère de la Santé Publique. Récemment, il s'est notamment illustré dans la critique des travaux de recherche de l'ULB sur les fourmis<sup>5</sup>. Lors d'un moment représentatif de ses interventions nous l'avons vu balayer les études sur les nuisances des micro-ondes et déclarer à des étudiants en Sciences de la Santé Publique que « ceux qui disent qu'il y a un souci pour la santé n'y connaissent souvent pas grand-chose, en résumé il n'y a rien, vous pouvez continuer comme avant! »<sup>6</sup>. Pourtant, depuis quelques années « ceux » évoquant les risques sanitaires ont notamment pour nom OMS, Conseil de l'Europe,... sans aucun doute de petites organisations marginales. Il n'est pas inutile de savoir que ce monsieur est également Président du Belgian BioElectroMagnetic Group (BBEMG), un groupement de huit laboratoires, financé aujourd'hui par Elia, gestionnaire du réseau électrique. La recherche de Santé Publique est donc financée par l'industrie.

Le désastre de santé publique est en route, confirmé parfois par un accès de franchise d'une représentante de la firme Belgacom, déclarant un jour funeste de 2008 qu'« *on a supprimé des épidémies dans l'histoire, de nouvelles choses apparaissent, c'est ainsi ! Que voulez-vous... Par ailleurs, il y a une énorme demande du public pour nos produits* »<sup>7</sup>. Lorsque le scandale éclatera enfin, qui sera jugé, qui paiera? Les industriels, fabricants des machines? Les opérateurs? Les pouvoirs publics, pour leur complicité plus qu'active dans la propagation et l'extension du problème sanitaire? Après combien de victimes? L'avenir le dira.

Gérald Hanotiaux

Une version longue de ce texte est disponible sur [www.kairospresse.be](http://www.kairospresse.be)

(1) Pour une description précise du syndrome des micro-ondes, nous renvoyons au témoignage « *L'air est chargé d'électricité* » publié sur le site d'Inter-Environnement Bruxelles, en complément d'un dossier paru dans le numéro 249 de « *Bruxelles en Mouvement* ». <http://www.ieb.be/-L-air-est-charge-d-electricite->

(2) « *Amiante, le scandale le plus long. Docu. Sur France 2, un siècle d'intoxication et de manipulation décrypté* », Eliane Patriarca, Libération, 10 janvier 2010.

(3) « *Les marchands de doute* », Naomi Oreskes et Erik M. Conway, p.32, Editions Le Pommier, 2012.

(4) « *Téléphonie mobile : trafic d'influence à l'OMS ?* », David Leloup, Médiattitudes, janvier 2007.

(5) Dans une interview croisée, présentant les arguments d'une association environnementale et ceux de monsieur Verschaeve, « *Pas sur la même longueur d'onde* », Agathe Mahuet, La Libre Belgique, 18 juillet 2012.

(6) Colloque multidisciplinaire « *Impacts des ondes électromagnétiques sur la santé humaine : État des lieux des recherches* », le jeudi 20 octobre 2011, organisé par l'Association des Masters en Sciences de la Santé Publique de l'Université de Liège.

(7) Lors d'une « *Journée d'étude et de réflexion* » le 8 octobre 2008 au Palais des Congrès de Namur, organisée par le ministre André Antoine.

# LES NORMES DE PROTECTION CONTRE LES ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS SANS FIL PROTÈGENT-ELLES LA SANTÉ ?

**A** lors que les industriels de la communication font pression pour introduire la 4G à Bruxelles, l'état des lieux de l'environnement électromagnétique dans la capitale a déjà tout pour nous inquiéter. Pas tous apparemment...

Les êtres vivants se sont développés et adaptés sur la planète dans un environnement électromagnétique qui n'a que très faiblement évolué pendant des millénaires.

Cet environnement a brutalement changé au cours de ces dernières décennies avec le déploiement généralisé des technologies de communication sans fil. C'est ainsi que dans la gamme de fréquences allant de 300 MHz à 300 GHz, le rayonnement naturel était il y a quelques décennies de l'ordre de  $10^{-7} \mu\text{W}/\text{cm}^2$  ; il atteint aujourd'hui en ville souvent  $1 \mu\text{W}/\text{cm}^2$  soit 10 millions de fois plus!

Il n'est pas surprenant dans ces conditions de constater chez certaines espèces animales des perturbations significatives du comportement. C'est le cas de bon nombre d'oiseaux qui utilisent les variations du champ magnétique terrestre et des vibrations électromagnétiques ambiantes pour s'orienter.

C'est aussi le cas des abeilles dont on mesure les difficultés de retour à la ruche dans de nombreuses études<sup>1</sup>.

Il est démontré que les abeilles perçoivent des variations de 25nT du champ magnétique terrestre (lequel est de l'ordre de 45 000 nT). Elles peuvent s'adapter à des anomalies magnétiques mais seulement si ces anomalies restent stables sur de longues durées (dans le cas contraire, l'apprentissage devient impossible).

L'être humain est lui aussi un émetteur-récepteur

**« L'exposition chronique aux champs électromagnétiques à des niveaux communément présents dans notre environnement du fait des technologies sans fil entraîne des risques importants pour la santé »**

électromagnétique :

- le cerveau émet des ondes électromagnétiques de très basses fréquences ;
- l'activité neuronale a lieu par émission synchrone d'ondes électromagnétiques de très faible intensité ; elle régule les fonctions critiques de l'organisme comme le métabolisme, l'activité

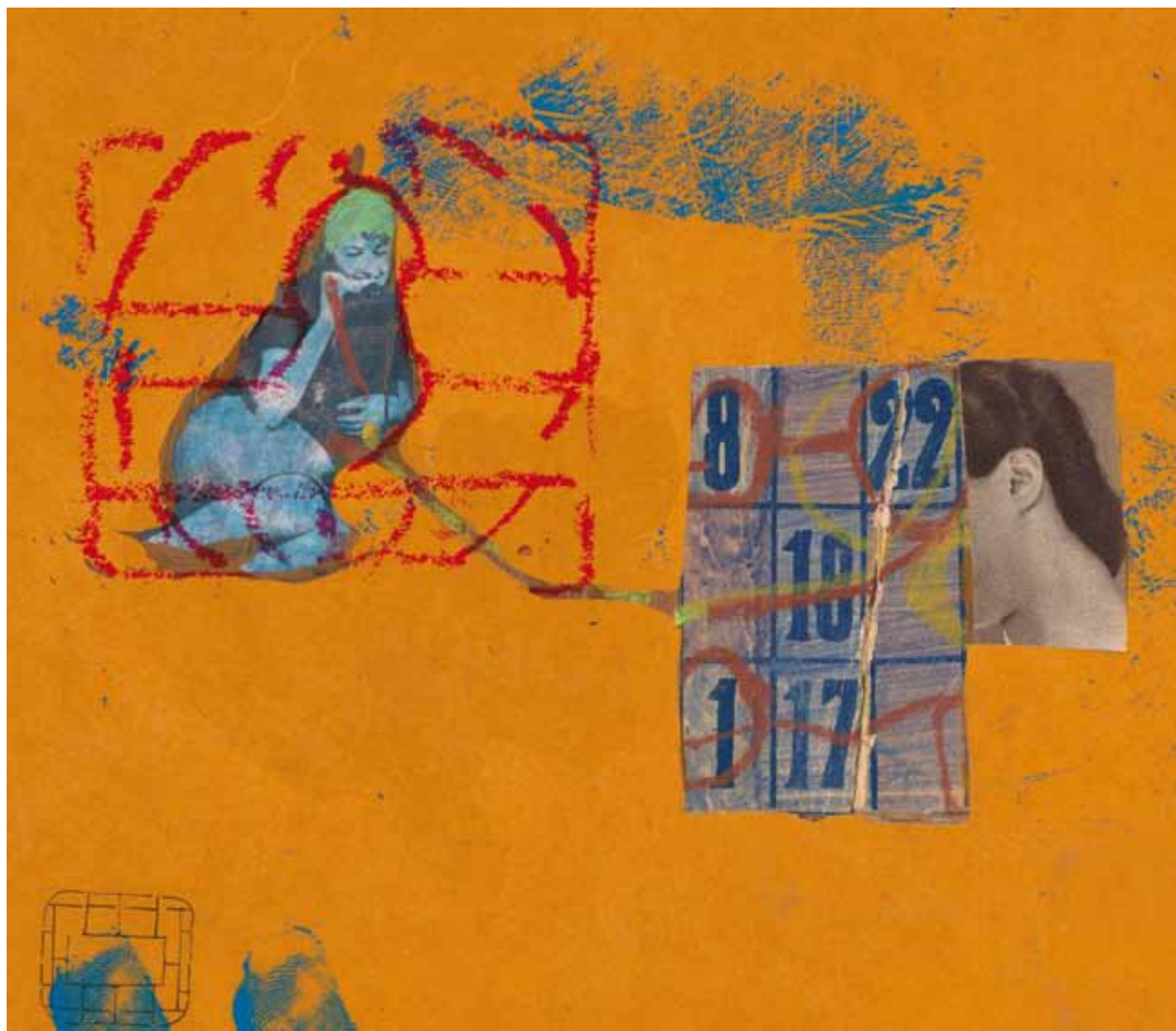
du cerveau, du cœur et de l'intestin ainsi que les rythmes circadiens qui pilotent le sommeil et les cycles hormonaux.

Il est donc parfaitement compréhensible que l'exposition chronique à des ondes radioélectriques et à ces mêmes ondes modulées en basses fréquences puisse provoquer des effets biologiques significatifs et altérer le fonctionnement normal de l'organisme, même à des niveaux d'exposition très bas.

Or, les normes internationales de protection édictées par l'ICNIRP (commission internatio-

primées en 2007.

C'est ainsi que des études épidémiologiques d'envergure ont été finalisées sur le risque de tumeur du cerveau dû à l'utilisation du téléphone cellulaire. L'étude «*Interphone*» apporte la preuve que l'usage du téléphone cellulaire pendant 10 ans ou plus, avec au total approximativement 1640 heures d'utilisation d'un téléphone cellulaire ou sans fil, double le risque de gliome chez les adultes. Le gliome est une tumeur maligne du cerveau, agressive ; l'espérance de vie



nale de protection contre les rayonnements non ionisants), organisme issu des milieux industriels, et avalisées par l'Union ne prennent en considération que les effets thermiques (hautes fréquences) ou d'induction électrique (basses fréquences). Elles ignorent les interactions biologiques entre les champs électromagnétiques et les êtres vivants. Ces interactions se manifestent à des niveaux d'exposition très faibles, en l'absence de toute possibilité d'échauffement des tissus. A ce jour, on dispose de résultats de nombreux travaux scientifiques relatifs aux effets biologiques provoqués par ces rayonnements. Une analyse exhaustive de ces travaux a été effectuée en 2007 par un groupe international de scientifiques, spécialistes en bioélectromagnétisme. Cette analyse vient d'être actualisée et publiée il y a seulement quelques semaines<sup>2</sup>; en 5 ans (entre 2007 et 2012), elle a recensé 1800 nouvelles études dans le monde, lesquelles permettent de conclure que de nouvelles preuves importantes et scientifiquement étayées confirment les constatations et recommandations ex-

après diagnostic est d'environ 400 jours.

Les études de Lennart Hardell et de son équipe à l'Université d'Orebro en Suède ont montré que des enfants qui commencent à utiliser un téléphone mobile dans leurs jeunes années ont un risque 5 fois supérieur à la normale de développer un gliome entre 20 et 30 ans.

Cinq nouvelles études portant sur l'environnement des antennes-relais font état d'effets biologiques dans la gamme allant de  $0,001 \mu\text{W}/\text{cm}^2$  à  $0,05 \mu\text{W}/\text{cm}^2$ , niveaux plus bas que ceux indiqués en 2007 (en dessous de  $0,05$  à  $0,1 \mu\text{W}/\text{cm}^2$ , on n'avait à l'époque observé aucun effet). Les chercheurs font état de maux de tête, difficultés de concentration et de troubles du comportement chez les enfants et les adolescents ; chez les adultes, sont mis en évidence des insomnies, maux de tête et problèmes de concentration.

L'étude Reflex, commandée par la Commission

# CONTRE LES RAYONNEMENTS DES L'INDUSTRIE, PAS LES ÊTRES HUMAINS.

européenne et publiée en 2004<sup>3</sup>, avait déjà mis en évidence les dommages à l'ADN et aux chromosomes, dommages dont on comprend qu'ils sont particulièrement préoccupants.

Aujourd'hui, plusieurs centaines d'études confirment que les champs électromagnétiques, même à très bas niveau d'exposition, entraînent des dommages à l'ADN et une perte de capacité de réparation de ceux-ci. La production accrue

Ainsi se confirme une réalité dérangeante : l'exposition chronique aux champs électromagnétiques de hautes fréquences et aux radiofréquences pulsées en basses fréquences à des niveaux communément présents dans notre environnement du fait des technologies sans fil entraîne des risques importants pour la santé.

Les normes internationales et européennes (valeur-limite de  $450\mu\text{W}/\text{cm}^2$  pour la fréquence de 900 MHz ;  $237,5\mu\text{W}/\text{cm}^2$  pour 1900 MHz) ne protègent donc en aucun cas la santé des popu-

« Il faut envoyer un message à tous les parents visant à décourager l'usage du téléphone mobile et des technologies sans fil par les enfants et les adolescents »

capital dès lors que les représentants politiques veulent ignorer les faits qui risquent de compromettre la fuite en avant actuelle dans le développement tous azimuts des technologies sans fil.

Dans l'immédiat, on ne peut que réitérer les recommandations de précaution élémentaire qui consistent :

- à mettre en garde contre une utilisation abusive du téléphone portable ;
- à renoncer aux technologies sans fil et à en proscrire l'utilisation dans les lieux où séjournent les personnes les plus vulnérables : écoles, crèches, hôpitaux, homes pour personnes âgées.
- à envoyer un message à tous les parents visant à décourager l'usage du téléphone mobile et des technologies sans fil par les enfants et les adolescents.

Paul Lannoye

(1) U.Warneke ; « Des abeilles, des oiseaux et des hommes » ; Kompetenzinitiative zum Schutz von Mensch, Umwelt und Demokratie ; Kempen, nov 2007

(2) Bioinitiative 2012; Bioinitiative Working Group, décembre 2012.

(3) Reflex Consortium; Risk evaluation of potential environmental hazards from low energy electromagnetic field exposure using sensitive in vitro methods; Final report; 2004.



de radicaux libres et la raréfaction des antioxydants dans l'organisme irradié expliquent ce phénomène.

La barrière hémato-encéphalique est une barrière protectrice qui empêche les toxines de pénétrer dans les tissus sensibles du cerveau. De nombreuses études montrent qu'une exposition à très faible intensité aux radiofréquences peut affecter cette barrière.

Les niveaux d'exposition aux radiofréquences nécessaires sont de l'ordre de  $0,001\text{W}/\text{kg}$ , soit plus faibles que ceux provoqués par un téléphone mobile tenu à bout de bras. La norme ICNIRP (pour une exposition locale) est  $2\text{W}/\text{kg}$  d'énergie aux tissus du cerveau pour l'utilisation du téléphone cellulaire. Ceci veut dire que les dommages à la barrière hémato-encéphalique apparaissent à des niveaux d'exposition aux radiofréquences 1000 fois plus faibles que ceux fixés par les normes.

lations.

Le nouveau rapport du *Bioinitiative Working Group* considérant que le niveau d'exposition le plus bas pour lequel les effets sur la santé sont observés est de l'ordre de  $0,003\mu\text{W}/\text{cm}^2$  (ou  $3\text{nW}/\text{cm}^2$ ), propose par mesure de précaution vis-à-vis des personnes les plus sensibles (les enfants), un niveau limite d'exposition aux radiofréquences pulsées permanente de 0.3 à  $0,6\text{nW}/\text{cm}^2$ , soit une réduction d'un facteur 200 à 300 du niveau proposé il y a 5 ans.

On voit que la norme la plus sévère imposée en Belgique qui est celle en vigueur en Région bruxelloise, soit  $2,5\mu\text{W}/\text{cm}^2$ , tout en étant nettement inférieure à la norme ICNIRP, ne peut en aucun cas prétendre au respect du principe de précaution. Elle est de trois ordres de grandeur trop élevée ; or, elle est contestée par les industriels qui la jugent exagérément contraignante ! La question sans réponse à ce jour, est de savoir comment forcer un vrai débat sur un enjeu aussi

**Le 27 mai 2011, le Conseil de l'Europe a voté une résolution demandant aux gouvernements européens d'établir que les limites préventives pour les niveaux d'exposition aux microondes en tout lieu intérieur, en accord avec le principe de précaution, ne dépassent pas  $0,6\text{V}/\text{m}$  (soit  $0,1\mu\text{W}/\text{cm}^2$ ) et, à moyen terme, soient réduites à  $0,2\text{V}/\text{m}$  et de porter une attention particulière aux personnes devenues intolérantes aux champs électromagnétiques.**

**Le 31 mai 2011, le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), agence de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a classé les champs électromagnétiques de radiofréquences comme « peut-être cancérigènes pour l'homme » (Catégorie 2B).**

# QUE NOUS RACONTENT LES RATS ET LES FOURMIS?

Depuis de nombreuses années, des scientifiques se penchent sur les effets délétères des rayonnements électromagnétiques sur les êtres vivants. Nous avons désiré faire le point avec deux d'entre eux, dont les travaux ont connu un certain écho médiatique en Belgique.

## « LA FOURMI EST UN BIO-INDICATEUR »

Marie-Claire Cammaerts-Tricot a travaillé, au sein du département de Biologie des organismes de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), sur les effets des rayonnements électromagnétiques de la téléphonie mobile sur les colonies de fourmis. Son étude fut publiée en juin 2012 dans la revue américaine "Electromagnetic Biology and Medicine". Depuis la publication de cette étude, nous attendons les initiatives des différents ministères de l'environnement et de la santé, au vu des enseignements à tirer de ses résultats.

**Pourriez-vous brièvement nous présenter votre parcours professionnel et scientifique?**

**Marie-Claire Cammaerts-Tricot.** Je suis docteur en biologie et agrégée de la faculté des sciences. Durant 43 années j'ai enseigné en faculté de médecine, en première candidature. Pendant cette période j'ai également effectué de la recherche, dans la faculté des sciences, au sujet de la physiologie, l'éthologie et l'écologie des sociétés de fourmis.

**Quelles furent vos motivations à travailler sur les effets des ondes électromagnétiques sur les fourmis?**

Dans le cadre de mes recherches, j'ai travaillé longuement sur le conditionnement, le conditionnement classique, décrit par Pavlov et celui opérant mis au point par Skinner. Ces conditionnements sont aisés à appliquer aux fourmis. Elles apprennent à réaliser une chose (reconnaître un objet, répondre à un stimulus) en étant récompensées chaque fois qu'elles donnent la « bonne » réponse. Finalement, elles répondent au stimulus sans plus avoir la récompense : elles ont appris et sont conditionnées.

J'ai été très interpellée par le « *Colony Collapse Disorder* » des abeilles, un phénomène prenant une ampleur mondiale. On trouvait les abeilles mortes le matin, une situation entraînant le déclin progressif de la ruche. Des travaux ont alors montré l'effet des pesticides, ingérés par les abeilles buvant la rosée matinale. Cependant, dans beaucoup de cas, on ne voit rien! Il y a de moins en moins de miel fabriqué, mais aussi de moins en moins d'abeilles dans la ruche, elles ne rentrent pas! J'ai alors émis l'hypothèse que les abeilles perdaient la mémorisation de leur trajet au contact des rayonnements électromagnétiques artificiels générés par l'homme. J'ai donc décidé d'analyser les effets éventuels de ces rayonnements sur les fourmis dans mon laboratoire.

J'ai eu un générateur d'ondes électromagnétiques en prêt, et très vite j'ai constaté que mon hypothèse était correcte! J'ai pu démontrer que sous radiation, d'une part les fourmis ne peuvent être conditionnées, et que d'autre part si elles le sont, en quelques secondes elles perdent leur conditionnement. J'ai poursuivi l'analyse des comportements en empruntant une nouvelle fois le générateur, et j'ai montré que sous les radiations les fourmis répondent très mal à leurs propres phéromones d'alarme, de piste et de marquage. Leur comportement n'est plus normal. Dans les deux séries d'expériences, les sociétés ont décliné exactement comme les sociétés d'abeilles. La reine est morte et le développement larvaire ne s'est plus réalisé. Ce développement larvaire dépend du cerveau, j'ai donc voulu progresser dans l'analyse des effets des radiations agissant sur le cerveau, mais je n'ai alors plus pu disposer du générateur. Pourtant, les services scientifiques de l'ULB disposent de plusieurs générateurs non utilisés. Manifestement, il est difficile aujourd'hui de travailler sur les effets des radiations électromagnétiques sur le cerveau.

**Vous avez tout de même poursuivi vos recherches?**

Pour la suite, j'ai utilisé un téléphone mobile, placé à proximité des sociétés. Les fourmis ne savent plus se déplacer, elles ont des ataxies musculaires, recroquevillent leurs antennes, ne savent pas rentrer au nid, ne savent plus se nourrir, ne savent plus communiquer, et elles ne connaissent plus de développement larvaire.

Il existe de nombreux travaux montrant les effets de ces radiations sur les plantes et sur tous les insectes, les bourdons, les abeilles,... Si nous plaçons un téléphone mobile dans une ruche, c'est un véritable cataclysme, plus rien ne fonctionne! Ça agit sur les drosophiles, sur le développement embryonnaire, sur les amphibiens, sur les oiseaux, sur les rats, sur tout. Et donc également sur les êtres humains. Ça agit d'autant plus si l'animal possède de la magnétite, par exemple les pigeons, un élément permettant de percevoir le champ magnétique terrestre. Aujourd'hui, traversant des champs magnétiques artificiels intenses près des antennes de communication, il leur arrive d'être déboussolés. On trouve des pigeons voyageurs égarés dans les villes, où ils trouvent de quoi se nourrir pour survivre, mais ils ne savent plus rentrer chez eux<sup>1</sup>.

Afin de poursuivre, j'ai demandé à la doyenne de la faculté à pouvoir disposer d'une petite ruche, afin de paralléliser les observations chez les fourmis et les abeilles, mais cela m'a été refusé. La raison? On m'a répondu sans rire que les abeilles piquent. Si on s'arrête à une piqûre d'abeille dans le cadre de recherches scientifiques, on n'ira jamais très loin!

**Quelles sont ses raisons selon vous?**

Je ne sais pas. Certains font un lobbying consciemment et ne veulent pas des résultats inévitables, mais la plupart des gens font l'autruche, ne veulent pas voir le danger. Vous savez, les proportions doivent être plus ou moins semblables dans le monde scientifique et dans la société en général, les gens veulent continuer comme avant.

**Pourrait-on projeter les enseignements de**

**votre étude sur les fourmis en milieu naturel?**

Tout à fait. Par ailleurs les fourmis sont un modèle, valable pour tous les insectes, ainsi que pour les vertébrés, les oiseaux par exemple, et bien entendu également pour l'être humain. Il est fondamental de rappeler que les fourmis sont utilisées comme un 'modèle biologique', il s'agit d'un bio-indicateur, montrant l'impact des radiations de la téléphonie sur tout être vivant.

Nous connaissons tous à présent la sensibilité de certains individus, qui ressentent les effets des radiations dans leur corps. Ils sont fatigués et ont des maux de tête puisque ça agit sur les fonctions nerveuses, ils sont irritables puisque ça agit sur le comportement. Les symptômes décrits par les personnes dites 'électrosensibles' sont semblables aux effets sur les colonies de fourmis. Ces personnes souffrent énormément, mais d'un autre côté nous pouvons dire qu'elles sont en quelque sorte 'avantagées', car elles vont au maximum se protéger. Même si ce n'est pas totalement possible, elles vont éviter les rayonnements tant qu'elles le pourront, notamment en n'utilisant plus les technologies sans fil, tandis que les personnes qui ne sont 'pas sensibles' connaissent la même attaque physique! C'est un peu comme un individu qui ne sentirait pas l'arrivée d'un coup de soleil, au final la peau est tout de même brûlée.

**Pour terminer, pourriez-vous évoquer la question de la publication officielle de ces études?**

Les publications ne sont pas toujours aisées, et le parcours parfois jalonné de malhonnêteté. La procédure est claire et identique pour toutes les publications scientifiques. J'ai présenté mes travaux à la revue « *Belgian Journal of Zoology* », les « *referees* » ont émis une série de critiques, auxquelles j'ai répondu, entraînant leur acceptation. L'éditrice a alors présenté mon travail à une personne dite 'spécialiste des ondes', une démarche non conforme aux règles en vigueur. On m'a fait traîner des années, ensuite l'éditrice a sans raison refusé de publier mon travail. Après cet événement, j'ai tenté le niveau européen, auprès de 'Biologia'. Ça a été refusé, mais au moins de manière plus franche : « parce que ça concerne les ondes, on ne veut rien publier à ce sujet ». Tel quel! C'est alors que j'ai envoyé mes travaux à la revue américaine 'Electromagnetic Biology and Medicine', où l'article a été accepté.

**Propos recueillis par Gérald Hanotiaux**

(1) NDLR. Notons que la présence de magnétite dans le cerveau humain a été mise en évidence par Joseph Kirschvink.

**Des images des effets sur les sociétés de fourmis en laboratoire sont visibles sur le site de l'association Teslabel, en date du 12 juillet 2012:**

**<http://www.teslabel.be/antennes/255-etudes-a-lulb-effets-nocifs-des-ondes-gsm-mis-en-evidence-sur-des-fourmis-et-des-protocoles>**

## LE TAUX DE MORTALITÉ DES RATS EXPOSÉS EST DEUX FOIS PLUS ÉLEVÉ.

Dans le courant de l'année 2008, une thèse de doctorat a fait grand bruit à la Une de tous les médias, exposant les effets des rayonnements de la téléphonie mobile sur des rats exposés en laboratoire. Là aussi, depuis la publication de cette étude nous attendons les initiatives des différents ministères, qui viseraient à assurer la santé publique. Rencontre avec le professeur André Vander Vorst, superviseur de la thèse et ancien membre du Conseil Supérieur de la Santé<sup>1</sup>.

### Pourriez-vous vous présenter brièvement?

**André Vander Vorst.** Je suis professeur émérite à l'Université Catholique de Louvain (UCL), j'ai travaillé toute ma carrière sur les hyperfréquences, les micro-ondes. En 1966, j'ai créé un laboratoire d'hyper-fréquences, que j'ai animé jusqu'à mon éméritat en 2001. Mon premier intérêt sur les aspects biologiques s'est réalisé à la fin des années 1960, par des mesures d'échauffement sur des aortes de vaches. Et dans les années 2000, j'ai supervisé les travaux de la thèse de Dirk Adang sur l'effet des micro-ondes sur l'organisme et la santé des rats.

### Comment avez-vous procédé?

Nous avons travaillé avec des rats provenant d'un laboratoire des États-Unis, des rats « *spéciaux* » car tenus à l'abri de toute autre maladie et d'influences extérieures, et tous issus d'une même famille génétique. Nous avons dès lors l'assurance que seul l'aspect « exposition » puisse jouer un rôle.

Ces rats ont une durée de vie d'environ trente mois. Si nous considérons un être humain -admettons ce rapport en exagérant un peu- d'une durée de vie de 90 années, nous avons alors trois ans de vie humaine pour un mois de vie d'un rat. Les rats ont été exposés dès l'âge de quatre mois, 12 ans d'âge pour un être humain, et ce durant 21 mois, équivalents à 63 années pour un être humain. Nous considérons donc une exposition à très long terme, d'une durée impossible pour un être humain à l'heure actuelle en ce qui concerne le GSM. L'exposition a été arrêtée à l'âge de 25 mois, l'équivalent de 75 années humaines.

Le niveau d'exposition utilisé correspond à la limite désignée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pour l'être humain, si elle avait fait le calcul de la même manière pour les rats, en tenant compte des moyennes de longueur de 16cm pour un rat et d'1m60 pour un être humain. Nous avons donc réalisé un rapport 10 en fréquence et adopté un niveau, critiqué par nos détracteurs mais objectif, et lié à une norme approuvée - à tort ou à raison - par l'OMS à propos des êtres humains.

Nous avons partagé 124 rats en 4 groupes de 31 dont 3 ont été exposés à deux fréquences différentes et des modalités de signal différentes. Un quatrième groupe, le groupe témoin, a été traité exactement de la même manière en termes de bruit, de nourriture, etc... sauf que nous n'avons jamais enclenché l'interrupteur permettant l'exposition au rayonnement.

### Quelles ont été les conclusions les plus marquantes?

Avant tout j'ai constaté, c'est un corollaire, que ces résultats ont fortement déplu à certains. Mais tout est toujours critiquable a posteriori.

Les résultats sont les plus marquants à deux niveaux. Premier niveau de résultat: le taux de mortalité des rats exposés est deux fois plus élevé! Je dis bien deux fois, un taux tout de même très surprenant. Concernant la raison de cette mortalité, la question s'est donc posée d'un vieillissement prématuré suite à l'exposition. Ce niveau de résultat n'avait jamais été mis en évidence par les thèses précédentes.

Deuxième niveau de résultat, qui cette fois représente plutôt une confirmation: lorsqu'on soumet des animaux vivants à des expositions de ce type-là, il y a perte de mémoire. Il s'agit de phénomènes de comportement, liés aux fonctions cognitives. Nous avons utilisé un groupe de 31 rats non exposés, et un groupe de 31 rats exposés 15 mois, l'équivalent de 45 années. Chaque rat a vécu l'expérience individuellement, en répétant le processus 5 fois. Nous avons constaté que tous les rats - je dis bien tous - du groupe non exposé avaient le même type de comportement. Tous les rats du groupe exposé avaient également le même type de comportement entre eux, différent de l'autre groupe.

Nous avons posé le rat dans une cage face à des objets inconnus. Il tourne autour de l'un, puis de l'autre, et quand il les connaît il va jouer dans les coins. On enlève le rat, on le remet 15 minutes plus tard en ayant remplacé un objet par un autre. Le rat non exposé ne va plus voir l'objet connu, il l'a en mémoire et va tourner autour de l'objet inconnu, puis va jouer dans les coins. Nous avons constaté un comportement identique pour les rats exposés durant 2 mois, c'est à dire 6 années pour l'être humain. Mais lorsque les rats sont exposés durant 15 mois, ce n'est plus du tout la même chose, ils vont s'intéresser aussi fortement au premier objet qu'ils connaissent pourtant, et devraient avoir en mémoire.

### Ces résultats ont été largement présentés en Une des journaux. Des années plus tard, quel effet ont-ils eu selon vous sur la société?

A mon avis pas grand chose, sauf chez des individus. Au niveau des décideurs, il semble n'y avoir aucun effet, rien. Outre le monde politique, un autre élément préoccupant réside dans le

corps médical dans son ensemble qui, pour le dire simplement, ne connaît rien à cela. Certains ne veulent simplement pas en entendre parler pour diverses raisons qui me semblent confuses. Le conseil de la santé des Pays-Bas a nommé un collègue, dont la plupart des membres étaient médecins, biologistes, avec un seul ingénieur dans la douzaine, pour mener une discussion basée sur nos résultats. Ce conseil nous a transmis un projet de rapport, pour avis de notre part. Par la suite, le Conseil a émis un avis à la ministre, expliquant qu'un changement de normes n'était pas nécessaire, car une série d'éléments de la thèse ne permettraient pas de considérer les statistiques comme fiables. Personnellement, cela ne me fait ni chaud ni froid, lorsqu'on n'a pas envie de dire une chose, on trouve une manière de ne pas la dire...

### Vous considérez qu'il y a une volonté manifeste de discréditer les résultats?

Oui. Bien sûr. Le calcul, selon moi, est de laisser aller les choses suffisamment longtemps pour qu'un retour en arrière semble impossible. Les gens, notamment les plus jeunes, seront tellement 'accros' que, même si l'on admet plus tard un manque de prudence, plus personne n'en tiendra compte.

### Vos descriptions au sujet des effets cognitifs et de la mémoire des rats rejoignent ceux des victimes des opérateurs de téléphonie mobile: problèmes de concentration, pertes de mémoire ou encore l'impression que des événements vécus la veille semblent déjà tellement lointains...

Oui, ce n'est vraiment pas neuf, nous avons simplement apporté des confirmations. Nous avons entendu en réaction : « *qu'est-ce que vous prouvez?* » Mais nous ne prouvons rien! Nous exposons simplement des résultats, conformes à d'autres, antérieurs, montrant que ce type d'exposition aux rayonnements de hautes fréquences sur animal vivant est susceptible d'affecter la mémoire.

Propos recueillis Par Sarah Fautré et Gérald Hanotiaux



Illustration: Alice Bossut

(1) Cet entretien est la retranscription partielle d'une rencontre effectuée en vue d'un reportage radiophonique, réalisé par Sarah Fautré, « Ondes sensibles », produit par le GSARA (Groupe Socialiste d'Action et de Réflexion sur l'Audiovisuel). Il est disponible à l'écoute à cette adresse: <http://gsara.tv/outils/?p=161>

# LE TÉLÉPHONE PORTABLE : MIROIR DE NOS SOCIÉTÉS

En quelques années, le téléphone mobile aura conquis les espaces et les esprits comme aucun objet moderne n'aura réussi à le faire auparavant. Celui qui tente pourtant de lever le voile consensuel, construit par l'industrie des télécommunications et la publicité, qui recouvre désormais sa consommation de masse, passe le plus souvent pour un être agaçant empêchant la jouissance simple et bon-enfant du consommateur. Pourtant, l'existence de l'objet n'est rendue possible que par l'exploitation de l'homme et de la nature noyée, dans l'illusion qu'il sert notre intérêt et notre liberté.

La « réussite » inédite de cette marchandise qu'est le téléphone portable en a fait un objet paradigmatique de la consommation de masse, et explique qu'il en condense les caractéristiques essentielles. Par sa naissance tout d'abord. Intronisé dans l'espace social comme objet de luxe, conséquemment à un déploiement tout support de la propagande publicitaire, il ne fut de prime abord accessible qu'à une minorité privilégiée. Celle-ci, assimilée à ce que Thorstein Veblen appelait la classe de loisir, qui « définit les règles de l'honorabilité » et « favorise la pratique de la consommation ostensible », servit dans un premier temps de courroie de transmission des désirs premiers pour l'objet.

Avant de pouvoir se payer un téléphone portable, il fallait donc, pour qu'il devienne objet de consommation massive, que le plus grand nombre d'individus le désirent. Par mimétisme, la majorité souhaite ce qu'au départ seule une minorité nantie peut s'offrir, faisant de l'objet un symbole de la relative « puissance pécuniaire ». Une fois générés le sentiment de manque et l'envie de posséder, le « corps social » est donc prêt à l'achat. Il va sans dire que les possibilités de profit pour quelques-uns écartent d'emblée tout débat sur son éventuelle nocivité : face aux perspectives d'enrichissement le principe de précaution n'a pas lieu d'être.

Cette inauguration de l'ère « populaire » de la nouvelle marchandise s'accompagne d'une colonisation spatiale et d'une mort programmée des usages antérieurs qui contenaient le risque d'entraver sa propagation. La communication privée, à partir d'un poste qui n'est plus fixe mais attaché à une personne et à sa position spatiale, se développe d'autant mieux qu'elle tue les structures anciennes – la « cabine publique » et, progressivement, le téléphone à domicile – pour, par après, les rendre tout à fait obsolètes, en même temps que se créent les conditions commerciales de sa propagation posant les exigences de son utilisation exclusive – tarifs exorbitants pour appeler d'un poste fixe à un portable et vice versa. Le principe « un objet pour chacun » se complait peu de celui « un objet pour plusieurs » : la privatisation accompagne logiquement la fin du partage. Pourtant, à mesure qu'on se dirige vers cette réalité et que nous nous y enfonçons,

on nous vante sans cesse les nouvelles potentialités de partage créées.

Dans ce sens, inévitablement, le téléphone portable génère de « nouvelles » communications, mais nouvelles non pas dans le sens d'un enrichissement relationnel, mais surtout parce qu'un autre temps et un autre lieu suscitent en eux-mêmes d'autres occasions de communiquer. Ce n'est donc plus à ce niveau le besoin qui appelle l'objet, mais l'existence de l'objet qui suscite le besoin. Dès lors, tout change, le réel se modelant sur nos nouvelles pratiques qui en retour sont façonnées par le réel. Nous n'osons même plus imaginer comment nous vivions auparavant, sans téléphone mobile, préférant mettre cela sur le compte du « progrès » et de l' « inévitable », oubliant expressément que nous participons de cet inévitable. Lorsque nous demandons à des jeunes entre 12 et 20 ans d'imaginer un monde sans téléphone portable, la plupart nous répondent : « impossible », « compliqué », « pas moyen », « pas concevable », « j'ose pas imaginer », etc. Beaucoup d'autres répondent à la question par un simple « non », suivi parfois d'un point d'exclamation, comme si notre question était perçue comme une agression et qu'il fallait s'en défendre. Ce sont donc les capacités imaginatives mêmes qui sont affectées par l'utilisation et l'importance accordée à l'objet. Et ce n'est pas rien : cela signifie de façon évidente que l'éventualité de la fin de son usage serait en premier lieu combattue par... ceux qui l'achètent et l'utilisent, dans tous les cas : que l'on démontre de façon certaine et scientifique sa nocivité, ou que l'on répète incessamment que nos communications mobiles tuent l'Afrique. Et ce n'est donc pas moins que l'opposition entre les Hommes et la destruction de la nature que cette nouvelle technologie, comme d'autres, crée et encourage.

De façon récurrente également, les étudiants interrogés sur l'hypothèse d'un monde sans GSM, font du téléphone portable un synonyme de la communication, l'associant aussi souvent à la sécurité : « les gens ne sauraient pas communiquer », « un monde sans communication et sans moi », « un monde sans sécurité ». L'objet s'érige en modèle du « progrès », instituant un avant et un après, l'après étant toujours mieux que l'avant, et sa disparition hypothétique nourrissant l'imagination – cette fois-ci possible ! – du « retour » impensable : « imaginez un monde sans lumière », « c'est le Moyen-Âge qui refera son apparition ». D'autres font des traits d'humour mais disent la même chose : « imaginez une Belgique sans frites », « imaginez un monde sans vêtements ».

Si certains font preuve d'une certaine lucidité, on perçoit le plus souvent une forme d'addiction qui touche presque tous les répondants. Car même chez les moins friands de l'objet, la pression consumériste et mimétique associée à la colonisation spatiale et à l'organisation commerciale de son usage en fait, presque, un objet « à avoir ». Sur 215 jeunes interrogés, seul un n'a pas de téléphone portable (A la question, imagine un monde sans GSM, il répond : « je l'imagine... »). Appelez-vous cette publicité : « Si vous n'avez pas un iPhone, et bien... vous n'avez pas un iPhone ». C'est-à-dire que c'est votre responsabilité de ne pas en avoir mais qu'un autre fera le choix inverse et que vous devrez dès lors assumer, devant les autres, de ne pas l'avoir.

Il ne faudrait toutefois pas minimiser l'aspect fondamental du téléphone portable dans sa fantastique conquête commerciale et l'analyser de

la même façon que nous pourrions le faire pour d'autres objets du capitalisme. Sa caractéristique essentielle: le fait de n'être plus attaché à un lieu mais à une personne et à sa mobilité, a en effet des résonances inédites sur notre subjectivité et nos rapports aux autres, à l'espace et au temps. L'objet se confondant avec l'individu, il en vient à constituer une prothèse technologique, faisant de son détenteur une sorte de centrale téléphonique rendant possible la communication interpersonnelle permanente, augmentant de façon incalculable les possibilités de « connections ».

Mais alors que l'objet est censé créer de nouvelles possibilités connectives, il se révèle surtout réveiller un fantasme fondamental de l'être humain : le don d'ubiquité. Ubiquité qui, dans le langage religieux signifie : « attribut de dieux, présent partout dans un même instant », c'est-à-dire dans le langage courant la « possibilité d'être présent en plusieurs lieux à la fois<sup>2</sup> », et est synonyme d' « omniprésence ». Le slogan favori d'un opérateur de téléphonie : « always connected », incrusté dans toutes les têtes, ressemble lui-même étrangement à « omniprésence ». Les effets sur le réel sont visibles : le sujet « toujours connecté » n'est plus réellement situable dans une place précise et entouré physiquement, de près ou de loin, de certaines personnes. Il est là physiquement, mais dans une situation perpétuelle de possibilité de connexion avec un autre lieu et d'autres gens. Le fait que la première question lors d'un appel entre « mobiles » soit « t'es où », n'est à cet égard pas anodine. Cette possibilité connue de nous et des autres, tue le présent et réduit de façon drastique les possibilités de communication réelle : observez attentivement les gens qui vous entourent dans un train ou tout autre lieu public. Tirez-en les conclusions.

## COMMENT CRÉER LES CONDITIONS DE L'INDISPENSABLE ?

Il n'est alors nullement étonnant qu'à la question « t'arrive-t-il de ne pas avoir de GSM sur toi ? Dans ce cas-là, comment te sens-tu ? », on ait ce type de réponse : « Je déprime », « je me sens stressé », « j'ai peur de louper un appel », « une sorte de manque dans la poche », « je me sens piégé si j'ai un problème », « je me sens mal, je m'ennuie beaucoup », « je me sens nu », « je panique », « sans protection », « ça ne m'est jamais arrivé », « j'ai l'impression d'avoir perdu quelque chose », « je ne me sens pas bien, je transpire », « je me sens seul », « un grand vide », « impossible », « je ressens un sentiment de vide », « on dirait que je suis coupé de la vie », etc.

Dans l'histoire des objets de consommation de masse, nous sommes très certainement en face de quelque chose d'inédit. L'impression de manque, de vide suscité par l'absence de l'objet, le fait qu'on le considère comme faisant partie de soi, d'être nu quand on ne l'a pas, fait de l'objet une prothèse technique symbolique, c'est-à-dire selon la définition même du terme un « appareil, dispositif servant à remplacer un membre, un organe par un appareil », se substituant dans ce cas à la communication libre et socialement contrôlée. Le portable se mue en doudou permanent, en objet transitionnel qui recrée symboliquement la distance avec l'autre, tout en tuant la reconnaissance et la gestion de notre solitude

fondamentale. A ce stade, comme le disait bien Herbert Marcuse « *la satisfaction instinctuelle dans le système de la non-liberté aide le système à se perpétuer*<sup>3</sup> ». Le fait que les individus se reconnaissent dans leurs marchandises rend la notion même d'aliénation inadéquate: le contrôle est dans leurs désirs même.

Ces ingrédients décrits ci-dessus, favorables à une parfaite addiction, rendront compliquée, si pas impossible, une remise en question de l'utilité réelle des communications mobiles, et le fait qu'elles ne soient souvent que le succédané dans l'instantanéité de communications qui, avant, se faisaient autrement. C'est que ces communications, en elles-mêmes et de façon presque systématique, n'apportent rien, ou rarement, à un enrichissement relationnel ou à une simplification du contact. Quelques aspects fondamentaux de ces « nouvelles » communications appuient cette thèse :

- notre personne maintenant associée à la communication technologique, nous ressentons le besoin de partager directement des émotions, informations, plaisirs, vécus, qu'on aurait pu partager en présence de la personne ou via un appareil fixe. Toute communication différée est rendue presque impossible ;

- le nouvel objet rend « obligatoire » la nécessité de la justification (« t'étais où, je n'arrivais pas à te joindre »), sachant que l'appelant et l'appelé ont la connaissance respective implicite de leur possibilité connective – à savoir qu'ils savent que l'autre doit avoir son gsm allumé » ;

- cette connaissance de la disponibilité connective de l'autre présuppose donc – et souvent exige – sa connectivité permanente, qui bien souvent se muera en anticipation calculée. C'est-à-dire que sachant que l'autre est connecté, ou présupposant qu'il « doit » l'être, nous adapterons nos comportements en fonction de cette connaissance. Cette possibilité inscrira dans le réel la possibilité de « modification perpétuelle », l'heure et le lieu d'une rencontre prévue, par exemple, ayant des potentialités de modification multiples avant la rencontre concrète. Dès lors, pour certains, fixer un lieu et une heure de rendez-vous relève du domaine de l'impossible sans possession par chacun des protagonistes d'un téléphone portable.

Comme cet objet et ses possibilités de fonctionnalités dépendent de l'industrie de la télécommunication dont le but est d'augmenter ses profits, cette communication appartient désormais au domaine commercial. Dès lors qu'un adolescent pense que la communication est impossible sans téléphone portable, l'industrie a réussi: elle a marchandisé la communication. Elle a créé les conditions de l'hétéronomie.

La communication mobile est donc un produit qu'il faut vendre à l'individu. Chaque appel est profit, mais l'objet en lui-même « réinventé » continuellement dans son design et ses fonctionnalités associés – gps, internet, appareil photo, musique ... – perpétue la nécessité de son renouvellement continu, et de notre dépendance. Il joue sur l'effet de mode de façon parfaite car il est, au contraire d'un téléphone fixe – à l'instar de l'habillement ou d'une automobile – un objet que l'on peut emporter partout avec soi, faisant de lui un modèle supérieur dans la gamme des objets qui portent au faite les possibilités de consommation ostentatoire.

Pour ceux qui resteraient toutefois dubitatifs à l'égard des propos contenus ci-dessus, rappelons que ces arguments sont tout à fait superfétatoires pour atteindre la conviction de la nécessité impérieuse d'annihiler ce « gadget de

*destruction massive* » qu'est le téléphone portable. Il serait d'ailleurs égocentrique et réducteur de n'évoquer que les maux subjectifs et interpersonnels de cette pratique. Pour ne citer que quelques causes réhébilitaires : au début de la chaîne, le besoin de minéraux rares extraits en Afrique, dont le Coltan, poussent des enfants dans les mines et détruit la faune et la flore des régions prospectées; les puces électroniques de nos gsm sont incroyablement énergivores en eau et en électricité, tout en nécessitant l'utilisation de nombreux composés chimiques ; la disparition des abeilles, dont l'expérience décrite ci-après justifierait à elle seule un moratoire sur la vente et l'utilisation de téléphone portable : « *placez quatre essaims d'abeilles à huit cents mètres de leurs ruches respectives. Exposez deux des quatre ruches aux émissions d'un téléphone sans fil, laissez les deux autres tranquilles. Observez les abeilles. Résultats obtenus par l'équipe des professeurs Stever et Kuhn, de l'université alle-*

La question de l'utilité de diffuser l'information contenue dans cet article se pose toutefois car, à vrai dire, la généralisation de l'objet de consommation contient intrinsèquement les conditions de l'inhibition contestataire. Modelant l'espace, les usages, habitudes et pratiques, l'outil crée progressivement, et peut-être définitivement, la dépendance dont il a besoin pour se pérenniser et la connaissance des mécanismes d'aliénation est insuffisante à fournir les conditions de son sevrage. « *Les réalisations du progrès défont leur mise en cause idéologique aussi bien que leur justification*<sup>7</sup> ».

Nous avons trop peu conscience des changements majeurs qu'a induit le téléphone portable dans nos sociétés, car sa capacité de propagation n'a d'égal que celle d'avoir créé le consensus et le conformisme sur son usage. Alors que nous nous battons pour dénoncer ce qui partout aliène l'Homme et le prive de ses capacités de pensée,

C'EST COMME S'IL ME MANQUAIT QUELQUE CHOSE  
J'AI PEUR DE LOUPER UN APPEL  
JE ME SENS VIDE

JE M'ENNUIE BEAUCOUP

JE ME SENS NU  
JE SERAIS PERDU  
JE ME SENS MAL

JE ME SENS STRESSE  
JE ME SENS SANS PROTECTION  
C'EST COMME SI  
J'AI PAS MA MOITIE

UN GRAND VIDE

JE ME SENS DENUDEE

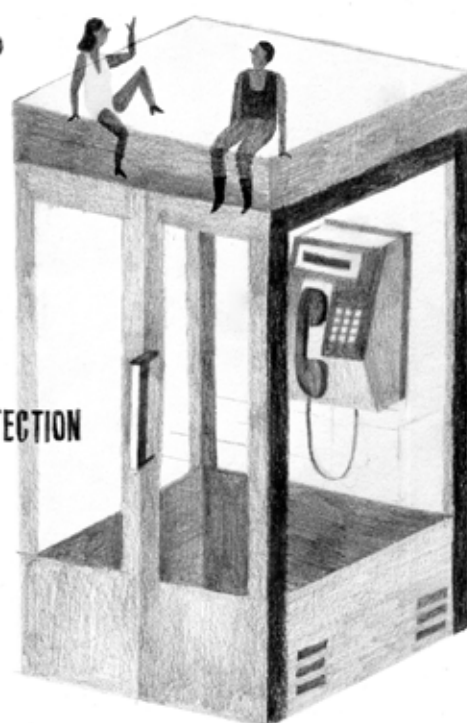


Illustration: Choë Perarnau

*mande de Koblenz-Landau : les deux premiers essaims retrouvent fort mal, voire pas du tout, leur ruche communicante, tandis que les deux autres s'en sortent très bien*<sup>4</sup> ».

Ce déni des effets induits par nos pratiques n'a toutefois rien d'étonnant, comme le soulignait déjà François Partant : « *Nous ne savons pas qu'en consommant nous influons – et surtout dans quel sens – sur le sort de ces peuples. Il y a une complète rupture entre l'acte et la conscience des résultats de l'acte*<sup>5</sup> ». Ce principe de la consommation de masse promu par les publicitaires et leurs acolytes, c'est celui de la consommation orgasmique. La jouissance décontextualisée.

Outre que le déploiement de cette nouvelle technologie dans l'espace rend son non-usage difficile et stigmatisant, faisant du besoin un « besoin obligé », le seul aspect de sa production, inhumaine, explique donc qu'il soit un faux besoin, c'est-à-dire un besoin que « *des intérêts sociaux particuliers imposent à l'individu : les besoins qui justifient un travail pénible, l'agressivité, la misère, l'injustice. Leur satisfaction pourrait être une source d'aise pour l'individu, mais on ne devrait pas protéger un tel bonheur s'il empêche l'individu de percevoir le malaise général et de saisir les occasions de le faire disparaître. Le résultat est alors l'euphorie dans le malheur*<sup>6</sup> ».

## DÉNONCER, MAIS POURQUOI ?

un seul objet aura en quelques années réussi ce qu'aucun pouvoir totalitaire et coercitif n'aura pu faire. Il va donc de soi que sa dénonciation fera partie de nos outils de « désapprentissage ».

**Alexandre Penasse**

pour aller plus loin dans ce dossier,  
voir sur notre site

(1) Cette enquête – de huit questions, sur laquelle nous reviendrons dans un prochain Kairos – a été réalisée par l'auteur auprès de 215 étudiants de l'enseignement secondaire, âgés de 12 à 20 ans.

(2) Le Petit Robert.

(3) Marcuse, H., L'homme unidimensionnel, Editions de Minuit, Paris, 1968, p.8

(4) Étude citée dans Pièces et Main d'Oeuvre, « Le téléphone portable, gadget de destruction massive », Éditions L'Echappée, Montreuil, 2008.

(5) Partant, F., La ligne d'horizon, essai sur l'après-développement, La découverte, 2007, p.20 Marcuse, H., L'homme unidimensionnel, Editions de Minuit, Paris, 1968, p.33

(6) Marcuse, H., Ibid, p.33

(7) Idem, p.38

# A BAS LA SOCIÉTÉ SPECTACULAIRE MARCHANDE!

(Internationale Situationniste, mai 1968)

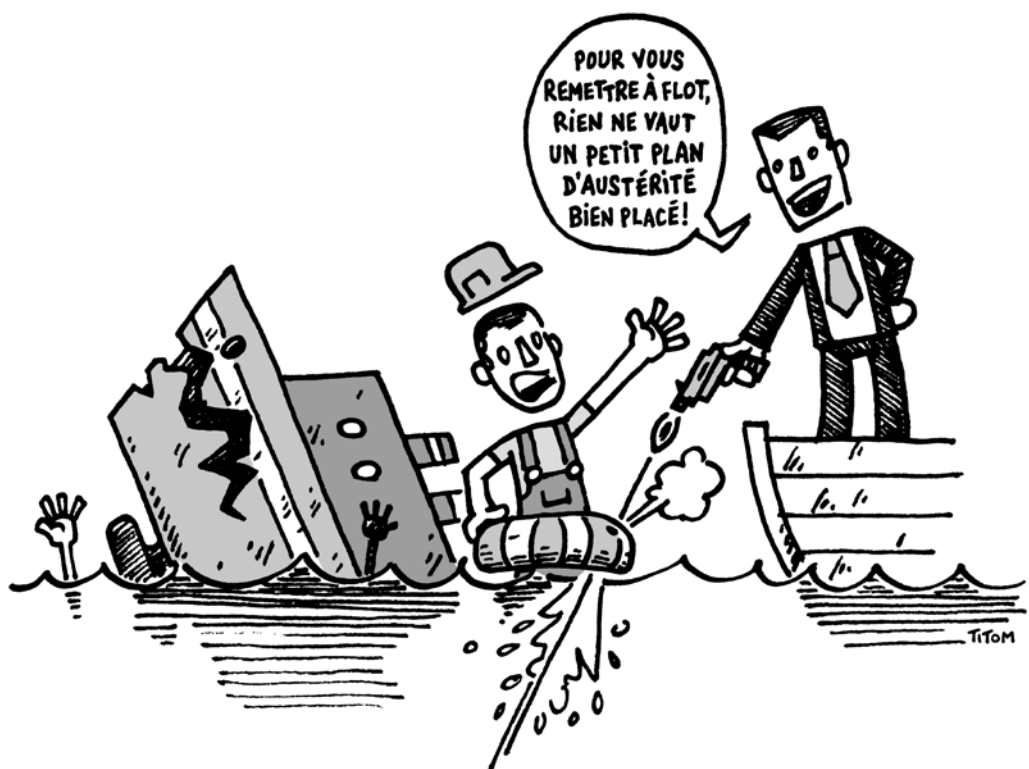
L'incontestable et seule vraie sensationnelle bonne nouvelle de ce début d'année est, sans conteste, les déclarations de cet économiste en chef salarié du Fond Monétaire International, un Français jusqu'à ce jour inconnu de nos services, Olivier Blanchard, qui, sans crier gare ni avertir qui que ce soit, a rendu public un épais rapport de quarante pages dans lequel, pour faire (très) bref il montre tout simplement et preuves et chiffres divers à l'appui que la fameuse politique du tout à la rigueur et à l'austérité est une grosse connerie. Rendons à César ce qui appartient à César et notons au passage que quelques autres avant lui avaient déjà et largement dénoncé l'idiotie et la perversité des mesures prises un peu partout. Les Jorion, Leclerc, Berruyer, London et autres économistes en rupture de dogmes n'ont eu de cesse de dénoncer depuis de longs mois et sur tous les tons l'impasse absolue où menait cette politique et cela, qui n'étonne plus personne, dans le silence effarant de la «presse pravda» dans sa quasi totalité.

A l'inverse, le constat du camarade Blanchard, lui, a tout doucement été mis sur le devant de la scène, sans pour autant provoquer d'émotions particulières ni d'exégèses plus ou moins savantes. On aura seulement remarqué l'un ou l'autre commentaire des spécialistes garantis par le pouvoir et le garantissant qui, tous, allaient dans le même sens. Savoir ce que dit ce Monsieur n'engage que lui et, pour infime partie, le FMI; pour ce qui est des grosses têtes molles de la Commission européenne et des responsables de par chez nous, la question ne se pose pas de changer quoi que soit aux choix déjà faits ; on va donc continuer d'avancer sur le même terrain familier et vaguement rassurant; et adienne que pourra. Ces imbéciles ne sont pas prêts de renier les principes ridicules d'une pseudo-science économique dite académique à laquelle ils vouent un culte qui n'a d'autres adeptes que ceux qui, par le truchement des voies les plus opaques, les entourloupes les plus nauséabondes, profitent largement et effrontément de la situation qui prévaut encore aujourd'hui. « *Que faire, que faire* » se demandait Lénine à un des moments clés de la Révolution bolchévique et, voyez-vous, je me le demande aussi... me reviennent ces mots d'André Gendreau lors des journées consacrées à la perspective éco-socialiste, à Paris, il y a peu (je le cite de mémoire): « *Le grand problème ce n'est pas tant les défis environnementaux, sociaux et autres, le seul vrai problème c'est de convaincre de la réalité de ces défis, les 80 millions de gens qui, ici, en France s'en balancent éperdument* ».

Ne craignons pas, ami(e)s et camarades lecteurs, ne craignons pas de nous poser cette question même si, par certains côtés, elle peut paraître provocatrice. Le serait-elle, il ne me semble pas pour autant que cela serait une mauvaise chose. Regardons autour de nous, promenons-nous un peu plus souvent en rue, empruntons les transports publics; regardons et écoutons. Regardons ces visages, si nombreux à être comme frappés d'une étrange stupeur, d'un abattement désolant, d'un lourd fatalisme. Écoutons ces brefs échanges – quand il s'en produit ! - entre les

gens; les mots qui se disent à propos du temps qu'il fait et qu'il fera demain, les maigres petits espoirs qui s'expriment maladroitement; la banalité et la vacuité de ce qui se dit là, si souvent, trop souvent, montre à quel point la médiocrité des temps a pu, si profondément, contaminer tant de consciences. A cet égard, on ne pourra que constater, une fois encore, la très parfaite adéquation des thèses situationnistes avec la situation dans laquelle nous sommes. Oui, le « Spectacle » dont Guy Debord, en 1967, a dénoncé la malfaisante réalité est devenu, plus de quarante ans plus tard, ce gigantesque monstre froid et hostile dominant toutes les sphères de la vie. Du travail – ou de son absence - aux loisirs, de la production de rien à la consommation toujours également effrénée de ce rien que sont les marchandises de toutes natures, qui s'offrent encore et toujours aux badauds éblouis et comme hypnotisés devant les vitrines des marchands, tout concourt à l'atomisation de ce qui reste de la société des hommes. Les messages, les ordres qui sont littéralement hurlés par les images élogieuses de la publicité commerciale et les injonctions de la prétendue «communication» politique

ne peuvent compter que sur les armes qui nous sont les plus familières : les idées, les mots pour les dire, pour tenter de partager, faire comprendre et rallier à nous ceux-là qui vont, inquiets ou insouciant, sur le chemin tracé par avance, vaguement rassurant et illusoire, sur lequel ils cheminent aveuglément. Je songe à cet article du « Monde » paru il y a peu et où un clairvoyant journaliste entretenait ses lecteurs du fait que, «à cause de la crise», les Français se faisaient moins de soucis pour les questions environnementales. Grandiose découverte que celle-là ! Il ne peut que tomber sous le sens que, lorsqu'on est en butte aux pires difficultés de toutes sortes, on a autre-chose en tête que ces vagues et si lointaines questions. Nous aimerions, n'est-ce pas, que notre modeste contribution aux multiples débats en cours soit reçue par d'autres que ceux qui, par avance, sont acquis, pour l'essentiel, aux thèses dont nous nous faisons les porte-paroles. Bien sûr, nous ne sommes pas seuls; d'autres, un peu partout, se parlent, échangent leurs multiples expériences, se regroupent en coopératives spontanées, en groupements d'achats; de petites formations politiques, des



- qui n'est que pure propagande, mensonges et supercheries - qui impose ses lois, ses décrets dans le plus parfait mépris du bien général, sont l'exact reflet de la « communication » telle que l'ont conçue les managers et autres ingénieurs dont le talent consiste à faire croire qu'ils ne sont pour rien dans ce qui arrive, de la même manière que nos élus s'abritent derrière les fumeuses directives européennes dans à peu près tous les domaines pour «faire passer» toutes les mesures qui visent les droits sociaux acquis, le délabrement des services publics, la privatisation de pans entiers des entreprises jusqu'ici appartenant à la collectivité.

Ajoutons à cela la lancinante et universelle machine à décerveler que constitue, à de rares exceptions près, la presse tant écrite que radio-phonique ou télévisuelle; cette manière qu'elle a de dire impérieusement, souverainement et seulement ce qu'il est permis de faire savoir. Devant cela, devant l'étendue des tâches qu'il faudrait entreprendre, nous ne pouvons que déplorer de

clubs et des assemblées se créent; enfin, des fenêtres s'éclairent aux murailles sombres du vieux monde, qui mettent de fragiles mais reconfortantes lumières dans la nuit qui recouvre tout.

Mais il faudrait des torches et des flambeaux portés par des multitudes pour que vienne la clarté! Et comment les animer, ces foules absentes? Par quels moyens ; quelles pratiques inventer et mettre en œuvre qui iraient au-delà des mots? Je suis comme vous, comme le pauvre Lénine et comme tant d'autres; je me demande ce que je et nous pourrions faire. Et je n'ai pas la réponse que, de toute manière et tout bien considéré, il est peut-être vain de se poser. Comme le disait très justement et drôlement Pierre Dac, « *L'avenir c'est du passé en préparation* »... patience, donc.

Jean-Pierre L. Collignon

# AUSTÉRITÉ, INJUSTICE, TECHNOCRATIE : MEILLEURS VOEUX

CHRONIQUE

L'Etat belge est actuellement poursuivi en justice par le deuxième plus gros assureur chinois, Ping An, devant un tribunal international dépendant de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le CIRDI. La raison ? Lorsque la Belgique est intervenue en 2009 pour sauver Fortis qui menaçait de faire faillite, Ping An a vu la valeur de ses actions (5% du capital) s'écrouler. L'entreprise attaque donc pour tenter de récupérer ses pertes, qu'elle estime à 2,8 milliards d'euros.

Fumer provoque le cancer, voilà aujourd'hui un fait indiscutable. Nombre de pays mènent donc des politiques de prévention, comme l'apposition de messages de santé publique sur les paquets de cigarettes ; c'est entre autres ce qu'ont fait l'Australie et l'Uruguay. Mais les cigarettiers semblent considérer cela comme une entrave à leur liberté commerciale : Philipp Morris a attaqué ces deux pays, à nouveau au CIRDI pour l'Uruguay et auprès d'un autre tribunal dépendant de l'ONU<sup>1</sup> pour l'Australie.

L'année dernière, la catastrophe de Fukushima venait rappeler à la planète entière que le nucléaire reste une industrie dont tout « accident » a des conséquences intolérables et, à l'échelle d'une vie humaine, définitives. L'Allemagne a donc décidé d'en sortir. Quid des entreprises privées qui exploitaient les centrales, RWE, E.ON et la suédoise Vattenfall ? Jugeant que le rythme prévu les privait de milliards d'euros de bénéfices, elles ont toutes attaqué l'Allemagne devant la Cour Constitutionnelle du pays, demandant 8 milliards d'euros de réparations pour RWE et 3,7 milliards d'euros pour Vattenfall.

Des entreprises refusant d'assumer les risques liés à leur activité et attaquant des États prenant des mesures d'intérêt public ? Une pratique en plein essor : on est passé de 38 cas recensés en 1996 à 450 en 2011. Cela s'explique par la multiplication des accords de libre-échange entre États : plus de 3000 aujourd'hui et qui contiennent de plus en plus des clauses dites « investisseur-État » permettant aux premiers de poursuivre les seconds en justice sitôt que leurs « investissements » sont lésés ou menacés. Mais ce champ de bataille est aussi une industrie fort lucrative : le rapport que nous avons publié récemment, « *Profiting from Injustice* »<sup>2</sup>, examine en détail et pour la première fois cette industrie qu'on appelle « arbitrage d'investissement », en particulier les cabinets d'avocats, les « arbitres » et les spéculateurs financiers qui se nourrissent de l'explosion actuelle des procédures judiciaires de ce genre. Une explosion qu'ils entretiennent dans la mesure où, bien souvent, ces mêmes personnes conseillent les États lors des négociations des accords de libre-échange. Une conclusion surprenante du rapport est qu'il existe un groupe très restreint d'« arbitres » très influents au sein de cette industrie : 15 avocats seulement (quasi tous originaires d'Amérique du Nord et d'Europe) ont participé à 55% des décisions connues à ce jour en matière d'arbitrage d'investissement. Une autre conclusion est que

le système favorise largement les entreprises, posant ouvertement la question de la validité de la « justice » que ce système est censé produire.

Si le système est aussi injuste et biaisé en faveur des entreprises, que vont faire les États dans cette galère ? Certains, comme l'Afrique du Sud ou l'Australie, se posent aujourd'hui ouvertement la question. Mais d'autres ne se la posent pas : l'Union Européenne (et ses États membres) a signé des centaines d'accords de ce genre, en négocie actuellement avec le Canada et l'Inde et se prépare à en négocier un ce printemps avec les USA<sup>3</sup>, aux enjeux considérables<sup>4</sup>. Le commerce au service de la prospérité générale ? On peut raisonnablement en douter : CEO poursuit actuellement la Commission en justice pour discrimination car celle-ci, en négociant l'accord de libre-échange avec l'Inde, a largement incliné des lobbies patronaux comme Business Europe dans le processus, leur envoyant force documents et informations sur le déroulement des négociations, mais a refusé de dévoiler ces documents à CEO qui en faisait la demande à des fins d'information<sup>5</sup>. Voilà pour le sens des priorités de la Commission.

À propos de celle-ci, vous souvenez-vous de John Dalli, dont je vous parlais dans ma chronique précédente ? Cet ex-Commissaire à la Santé et aux Consommateurs a été forcé à la démission par Barroso en octobre dernier pour des soupçons de corruption, mais les doutes s'accumulent, laissant penser qu'il aurait pu être victime d'une manœuvre orchestrée par les lobbies du tabac qui lui reprochaient sa détermination<sup>6</sup> dans le cadre d'une directive à l'étude en ce moment au Parlement. La Commission est donc aujourd'hui sous le feu des critiques pour ses rapports un peu trop étroits, et un peu trop discrets, avec l'industrie du tabac<sup>7</sup>. Pourtant, cela ne l'a pas empêchée, il y a quelques semaines, de nommer au sein de son Comité d'Éthique Michel Petite, ancien directeur juridique de la Commission devenu avocat et dont l'employeur, le cabinet Clifford Chance, a pour client... Philip Morris. La décision a provoqué un joli scandale à Bruxelles, mais la Commission, droite dans son arrogance et ses réflexes corporatistes, estime qu'il n'y a pas de problème. Le Parlement, qui s'est pourtant ému des zones d'ombre de l'affaire Dalli, marche sur des oeufs, craignant par un activisme un peu trop poussé de déclencher un scandale qui, échappant à son contrôle, pousserait Barroso et avec lui la Commission tout entière à la démission... Une manœuvre peu responsable en temps de crise, entend-on. Mais, après tout, la Belgique a échappé à la première vague d'austérité grâce à son absence de gouvernement : n'y aurait-il pas là matière à inspiration ?

Il faut en effet rappeler que non seulement les politiques d'austérité généralisées aggravent la crise, mais que l'absence de contrôle démocratique sur les évolutions actuelles de l'UE, qui défend et impose ces politiques, a pris des

proportions absolument préoccupantes. Le contexte : l'UE, prise au piège de l'euro, tente de se dépêtrer de l'emprise des marchés financiers en construisant un gouvernement pour cette zone monétaire qui n'en disposait pas. Mais, en raison des pressions patronales, de l'idéologie dominante au sein des gouvernements européens actuels et de la simple difficulté de décider de quoi que ce soit à 27, ce gouvernement a pris la forme de procédures de coordination uniquement techniques : le travail des experts de la Commission et des États qui mettent en oeuvre ces procédures (appelé le Semestre Européen) n'est pas soumis au contrôle du Parlement européen. Combien de temps un système politique où les droits du pouvoir législatif sont piétinés quotidiennement pour des actes essentiels de gouvernement, lesquels sont en plus techniquement absurdes, peut-il tenir ?

Les 13 et 14 mars prochains, jours du prochain sommet européen des chefs d'État et de gouvernement, ont été désignés par de nombreux mouvements sociaux européens comme journées d'action dans toute l'Europe contre l'austérité et les dérives de l'UE. Bonne année.

**Martin Pigeon**  
pour l'équipe de Corporate Europe  
Observatory (CEO)

(1) Il s'agit de la CNUDCI : Commission des Nations unies pour le droit commercial international.

(2) *Profiting from Injustice – How law firms, arbitrators and financiers are fuelling an investment arbitration boom*, Corporate Europe Observatory and Transnational Institute, Bruxelles/Amsterdam, November 2012

(3) L'UE et les États-Unis pour un accord de libre-échange, Le Figaro, 27 janvier 2013

(4) Un point épineux des négociations de l'accord de libre-échange UE-États-Unis semble être la question des subsides agricoles et du « problème » de l'encadrement plus strict dans l'UE des OGM et des pesticides.

(5) Commission defends privileged access for big business in court, Corporate Europe Observatory, 15 janvier 2013

(6) M. Dalli, ancien fumeur, n'avait pas la réputation d'être un farouche ennemi de l'entreprise privée.

(7) L'UE a par exemple signé la Convention cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la lutte antitabac, prévoyant un strict encadrement des rapports entre autorités publiques et lobbyistes du tabac, mais ne l'applique guère.

« Construire l'utopie » est un projet de voyage-reportage autour de l'autogestion, du pouvoir populaire et de la participation démocratique, entamé par deux jeunes Belges. Il s'agit d'un projet journalistique engagé qui vise à faire découvrir des alternatives inspirantes en Espagne et en Amérique latine. A suivre sur [www.utopiasproject.net](http://www.utopiasproject.net).

ALTERNATIVE

Décryptage de trois alternatives espagnoles pour penser hors-système

## LES « OPPORTUNITÉS » DE LA CRISE

La crise actuelle représente une menace concrète pour le bien-être et la dignité de millions de personnes. Mais elle constitue aussi une nouvelle opportunité de promouvoir des alternatives au système existant, en avançant vers une société post-capitaliste et post-productiviste. Tour d'horizon de trois expériences espagnoles.

Depuis quelques années, « la Crise », qu'elle soit vécue ou perçue, est omniprésente, véhiculée dans notre vie quotidienne par les médias, et bien ancrée dans nos représentations. Charriant son cortège d'injustices sociales elle devrait, selon la doxa dominante, justifier privation et austérité pour un peuple censé l'accepter. Certains, pourtant, ont décidé de jeter sur cette situation historique inédite un autre regard, et de considérer la crise comme une opportunité pour changer de paradigme. Elle provoque alors la nécessité de s'arrêter, afin de trouver des solutions nouvelles à des problèmes de plus en plus aigus, et représente l'occasion, peut-être unique, de repenser le fonctionnement d'un système cahotant.

A ce niveau, l'Espagne, un des pays européens où la crise économique frappe le plus durement, révèle des expériences à contre-courant des mesures préconisées par le gouvernement Rajoy. Mais cette crise met aussi en lumière des lieux qui, depuis longtemps, ont fait un choix différent que celui du capitalisme dominant.



Nous avons pu rencontrer trois initiatives espagnoles, l'une née de cette crise, les autres apparues il y a plus longtemps. Parmi celles-ci : le village andalou de Marinaleda, résultat exemplaire d'une lutte révolutionnaire collectiviste ; le mouvement du 15M (dit les « Indignés ») qui, particulièrement à Madrid, touche un grand nombre de personnes, dans la lutte quotidienne pour le changement social ; enfin, la Coopérative intégrale catalane qui souligne la nécessité impérieuse de proposer des alternatives globales au système économique et politique actuel, et montre ainsi toute la pertinence d'un projet ambitieux comme celui-ci.

### MARINALEDA, UN REMPART FRAGILE

Le village andalou de Marinaleda est célèbre en Europe pour avoir réalisé son utopie. En 1991, après 30 ans de lutte collective, les habitants de ce village, jusque-là très pauvre, sont parvenus à collectiviser une partie des terres d'un riche propriétaire terrien. Avec celles-ci, ils ont créé plusieurs coopératives agricoles qui ont permis, au fil du temps, de donner du travail à la presque totalité des habitants.

Au-delà de la lutte pour la terre, le village a mis en place toute une série de mesures pour que chacun ait accès aux droits fondamentaux. Chaque travailleur gagne un salaire égal et décent, qu'il soit employé dans la coopérative ou à la commune. Ces salaires, modestes, sont compensés par de nombreux services gratuits ou à prix modique : garderie pour 15 euros par mois, infrastructures sportives d'envergure, activités culturelles gratuites... Du point de vue de l'habitat, le village a créé un système social de logements pionnier, celui des maisons en autoconstruction. Il donne la possibilité aux habitants de construire leur propre maison à un prix très bas, grâce à une subvention pour les matériaux, le prêt gratuit du terrain par la commune et la construction collective des maisons par les auto-construiteurs. Actuellement, pour un village d'environ 3000 habitants, il existe 350 maisons « sociales » (dont 200 auto-construites)

Une utopie économique et sociale donc, mais aussi un chemin vers une utopie politique. Tout à Marinaleda, du budget aux combats pour les droits, se décide en assemblée. La majorité des droits obtenus au cours du temps l'ont été par la lutte collective, et grâce à une solidarité forte entre tous les habitants. Si le charismatique maire, Sanchez Gordillo, a un poids important dans le village, il n'empêche que c'est l'assemblée qui est souveraine et qui décide au final des choix politiques, économiques et sociaux du village.

Les différents arrangements, voulus et mis en place par les habitants et leurs représentants, ont fait de Marinaleda une commune relativement prospère. Mais depuis 2008, comme tous les villages d'Espagne, il est touché par la crise économique. D'une part, il y a moins de travail. D'autre part, de nombreux jeunes qui étaient partis gagner leur vie ailleurs sont revenus, faute d'emploi. Il y a donc moins d'emploi pour plus de gens. La politique du village permet de limiter les impacts de la crise : le travail est réparti entre ceux qui en ont besoin et le système de logements a fortement empêché la spéculation. Le village résiste ainsi pour l'instant aux « desahucios »<sup>1</sup> qui ont lieu dans toute l'Espagne.

Mais il n'y a pas de miracle à Marinaleda et, comme ailleurs, la crise se fait sentir. Ainsi, de nouvelles règles sont apparues, comme l'obligation d'être domicilié dans la commune pour être inclus dans la répartition du travail. Or, les logements disponibles commencent à manquer, la majorité des constructions étant arrêtées. Ces mesures sont compréhensibles, elles visent à réserver le peu de travail qu'il y a aux habitants. Mais dans le même temps, elles ferment en partie l'« utopie vers la paix » (blason du village) qui se veut un modèle. Ainsi, des gens arrivent régulièrement dans l'espoir de rester, que ce soit pour y trouver du travail ou pour en partager l'utopie. Nombreux repartent déçus, Marinaleda ne pouvant actuellement pas leur offrir ce qu'ils espèrent. D'une part, parce qu'il n'y a plus assez de travail, d'autre part, parce que l'utopie de Marinaleda est une utopie par et pour Marinaleda, née de la volonté de journaliers pauvres de sortir de la misère.

La crise montre de nouvelles limites au modèle jusque-là développé par la commune, aux visiteurs mais aussi aux habitants eux-mêmes, aux conseillers communaux, au maire. Les victoires obtenues et les mesures mises en place ont certes permis de faire de Marinaleda une enclave guidée par des principes non-capitalistes. Mais ces efforts ont essentiellement porté sur la redistribution économique et la justice sociale. La crise actuelle et les énergies qu'elle rend disponibles, pourraient être l'occasion, pour un tel village pionnier, d'approfondir cette volonté de transformation sociale et de l'étendre à des domaines jusque-là négligés, comme la consommation, l'éducation, l'environnement... Afin de consolider le rempart encore fragile et de rester une utopie pour tous...

Sanchez Gordillo en est bien conscient : « *Nous sommes dans ce débat. Il nous semble qu'il doit y avoir un avant et un après cette crise. C'est le moment de provoquer de nouvelles manières de faire (...). Je pense qu'on peut encore améliorer le chemin que nous parcourons. Il faut parier sur l'agriculture écologique, sur des formules où la richesse économique est mise au service des êtres humains, sur des voies qui approfondissent la démocratie directe* ».

### MADRID : LE 15M, BIEN PLUS QUE DE L'INDIGNATION

Le 15 mai 2011, à Madrid, une manifestation contre les mesures d'austérité et la corruption politique a rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Ce rassemblement a surtout déclenché une occupation de presque deux mois sur la Puerta del Sol, place centrale de Madrid, par des milliers de citoyens organisés, et la création de centaines de campements similaires en Espagne

et dans le monde. Le campement de la Puerta del Sol est ainsi devenu le symbole d'un mouvement social de grande ampleur, assembléaire et autogéré. Tous les soirs pendant des semaines, des personnes de tous horizons se sont rassemblées durant des heures pour discuter. Leur point commun ? Un ras-le-bol face à une crise économique de plus en plus dure et la volonté que les choses changent. Ou plutôt, la volonté de changer les choses.

Dès les premiers jours, une des grandes caractéristiques du mouvement a été son organisation horizontale et son fonctionnement en assemblées. Pas de chefs, pas de structure hiérarchique, des assemblées souveraines ouvertes à tous, un apprentissage collectif d'une nouvelle pratique de la démocratie. Dès le début aussi, il s'agissait d'aller au-delà d'une simple protestation. Tandis que les commissions organisaient le quotidien de l'occupation à ciel ouvert, des dizaines de groupes de travail thématique (économie, éducation, politique, santé...) réfléchissaient à des solutions aux problèmes exacerbés par la crise et dénoncés par le mouvement.



Lorsque le campement de Sol s'est dissout, le 15M n'a pas disparu. La majorité des groupes de travail, des commissions, des assemblées de quartier ont continué. Un an et demi plus tard, tous les jours, plusieurs dizaines de réunions, d'assemblées, d'activités en lien avec le 15M ont lieu, un peu partout dans la ville. La participation de milliers de personnes, certaines jusque-là complètement extérieures à tout militantisme, à des assemblées populaires, a insufflé à Madrid, et ailleurs en Espagne, une véritable culture assembléaire. «*Les gens ont appris. On a tous appris depuis les premiers jours où ceux qui voulaient parler parlaient*», explique Luis de Toma la Tele, un des médias du 15M. Il est désormais naturel pour de nombreux Espagnols de se réunir par groupes de 20, 40, 60, 100 pendant plusieurs heures pour discuter de tel événement à organiser, de telle décision politique à prendre ou de tel problème à résoudre.

La continuité dans le temps, avec toute sa vigueur, de cette nouvelle forme de démocratie, fait la force du 15M, que le mouvement tire aussi indéniablement de tous les groupes qui, à partir de là, luttent à petite échelle pour résoudre des problèmes concrets, facettes locales de la crise. Sur le ferment du 15M poussent de nombreuses actions, comme le tout nouveau réseau d'autogestion de Madrid. D'autres se renforcent. Ainsi, les initiatives citoyennes coordonnées par la plate-forme des personnes affectées par une Hypothèque<sup>2</sup>, qui visent à empêcher les expulsions, ont gagné en force depuis un an et demi. Toutes ces initiatives ont en commun de proposer une attitude différente face à la crise, de ne plus attendre une aide d'en haut, mais de prendre soi-même les choses en main et de s'organiser ensemble pour les changements voulus. Comme le dit Javier, militant du 15M, «*l'objectif ne se situe pas par rapport à une mesure concrète. L'objectif, c'est de changer le système*». Avec la conviction que, collectivement, c'est possible.

## LA COOPÉRATIVE INTÉGRALE CATALANE, UNE ALTERNATIVE GLOBALE AU SYSTÈME

Les projets concrets de création d'alternatives ont tendance à s'occuper de domaines limités ou d'agir à (très) petite échelle. Depuis 2009, le pari de la Coopérative intégrale catalane (CIC) est de chercher une alternative globale au système actuel. Par l'expérimentation et l'action directe, elle tente d'imaginer et de mettre en place un ensemble de relations économiques et humaines qui permettraient au final de vivre hors des règles du marché et du contrôle de l'État, hors du capitalisme.

Si le projet est d'envergure, l'idée d'une coopérative intégrale est relativement simple : créer un vaste réseau d'initiatives, de projets concrets et d'entreprises solidaires qui reprendraient l'ensemble des éléments basiques d'une économie, à savoir la production, la consommation, le financement... En articulant coopératives, monnaies sociales, auto-emploi et action collective, le but est de créer un espace de relations économiques coopératives et solidaires entre personnes et acteurs économiques, qui permettent de satisfaire l'ensemble des besoins individuels et collectifs de ses membres. Ainsi, l'idée de coopérative intégrale fait référence au souhait de rendre les alternatives applicables dans toutes les dimensions de la vie et, à long terme, de construire une alternative globale contre-hégémonique. Joan fait partie d'*Aurea Social*, un des espaces locaux autogérés où la CIC se déploie. Face à l'ampleur du projet, il est enthousiaste : «*Qu'est-ce qu'on peut faire? Avoir une vision négative de la crise ou voir ce qu'on peut faire pour construire?* ».

Au niveau de l'organisation pratique, l'idée de la coopérative intégrale repose sur une structure décentralisée et autogérée. Celle-ci articule ainsi des espaces d'auto-organisation à différents niveaux, selon le territoire d'action du projet :

(1) Les *projets autonomes* réalisent une activité concrète, comme les initiatives de vie collective, des activités productives (agricoles, industrielles, postindustrielles) et non productives (d'éducation libre ou de santé par exemple) ;

(2) Les *noyaux d'autogestion locale* – ou coopératives intégrales locales – sont des espaces d'interaction basés sur la proximité, où des initiatives interagissent avec un haut degré de confiance. Ils peuvent prendre place dans un quartier, un village...

(3) À une échelle plus large, se trouvent les *réseaux d'autogestion bio-régionale* (une commune, une vallée...) où se mettent en relation les différentes composantes du réseau. C'est un niveau économiquement plus structuré et autonome, où circule souvent leur propre monnaie sociale.

(4) Finalement, la *Coopérative intégrale* en soi est surtout un cadre de référence et de coordination, où se créent des outils collectifs (juridiques, informatiques, financiers...) qui serviront à tous les processus locaux. La coopérative n'a pas de statut juridique. Par contre, sous son aile se sont créées plusieurs coopératives-outils qui donnent une couverture légale à toute une série d'activités et permettent en quelque sorte de «*protéger l'autogestion* » devant la loi. Par exemple, une de ces coopératives-outils cherche à acquérir des bâtiments (dons, achats à prix moindre que le marché, location...) afin d'en faire des projets sociaux ou pour lutter contre les expropriations bancaires. Une autre, CASX<sup>3</sup>, est une coopérative de financement sans intérêt.

La CIC fédère déjà de nombreux coopérateurs, à titre individuel ou collectif. Entre deux et trois mille personnes sont actives, directement ou indirectement, au sein du réseau créé par la coopérative. Bien sûr, elle est en pleine construction. Lancée en 2009, il s'agit d'un processus qui repose sur le long terme. L'ambition étant de couvrir l'ensemble des domaines de la vie humaine, les projets sont nombreux et multidirectionnels. À l'heure actuelle, plusieurs sont stimulés par les besoins que la crise ne permet plus de satisfaire par voie traditionnelle (sécurité sociale, allocations de chômage, etc.). Des initiatives comme l'ouverture d'un premier centre de santé holistique autogéré à Barcelone ou comme le réseau d'hébergement coopératif répondent, dès maintenant, d'une part à des besoins concrets, d'autre part au souhait de se mettre à changer concrètement les manières de faire, de se soigner, de manger, de se financer... de vivre.



Dans d'autres domaines, dans certaines régions, peu ou aucun projet ne se sont encore développés. Le travail reste donc énorme et, malgré le foisonnement de projets et d'initiatives, le chemin est encore long pour concrétiser la proposition holistique que porte cette nouvelle manière de faire. Néanmoins, elle a déjà le grand mérite d'être l'une des rares initiatives à oser envisager l'alternative de manière globale, tout en mettant au cœur du processus l'idée d'autogestion et de participation de tous.

## LA FACE CACHÉE DES NUAGES

La crise sera peut-être salutaire. En créant la nécessité de la recherche de solutions nouvelles, elle force à ouvrir les yeux. Une partie de plus en plus grande de l'opinion publique se rend ainsi compte de la non-viabilité du système et commence à envisager la nécessité de sortir de la société capitaliste et de son système productiviste.

En temps de crises, des structures qui résistent, de différentes manières, contre les méfaits du système, deviennent l'évidence. D'autres se créent, nécessaires, recherchées. Émancipatrices. Le propre de la crise actuelle est que «*l'austérité* » viendra des États. L'alternative devra donc se chercher ailleurs, différemment...et collectivement.

Edith Wustefeld et Johan Verhoeven

(1) Expulsions de leur logement, organisées par les banques, de gens qui ne savent plus payer le prêt contracté. Les gens se retrouvent sans logement, tout en continuant à devoir rembourser leur hypothèque, la maison ayant perdu de sa valeur en raison de la crise. Plus de 500 expulsions ont lieu quotidiennement en Espagne.

(2) Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH)

(3) Cooperativa d'Autofinancament Social en Xarxa (Coopérative d'autofinancement social en réseau)

FAIT  
MAIN, C'EST  
LE PIED!

# FAIT MAIN, C'EST LE PIED!

## BAUME HYDRATANT À LA MANIÈRE DE LUCIE ET MARIE



Illustration: Anne Castaldo

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de **\*faire par soi-même\*** pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

[www.foiresavoirfaire.org](http://www.foiresavoirfaire.org)



### Les ingrédients

- fleurs séchées de soucis (p. ex. pour tisane)
- huile de tournesol
- cire d'abeille (apiculteur ou droguiste)
- huile essentielle de lavande

### Préparation

2 semaines avant : Préparez une huile de calendula en remplissant un grand bocal avec environ 25 gr de fleurs de souci et 650 ml d'huile de tournesol. Mettez-le dans un endroit sec et sombre et secouez-le tous les jours pour bien mélanger l'huile avec les substances actives des fleurs. Laissez macérer pendant minimum 2 semaines. Ensuite, filtrez. Ce qui reste, c'est environ 450 ml d'huile de calendula. Astuce : Ne jetez pas les fleurs, mais utilisez-les pour un massage hydratant des mains !

### Préparation du baume

Pour un petit pot de 30 ml (p. ex. un mini-pot de confiture)

- 25 ml d'huile de calendula
- 5 gr de cire d'abeille
- 3 gouttes d'huile essentielle de lavande

1. En bain-marie et sur feu doux, mettez un pyrex avec poignée et, là-dedans, faites fondre la cire d'abeille dans l'huile de calendula en remuant avec un fouet.
2. Quand toute la cire est fondue, retirez le pyrex et laissez refroidir quelques minutes.
3. Ajoutez l'huile essentielle de lavande et mélangez doucement avec p. ex. une baguette chinoise.
4. Versez le tout dans votre petit pot et laissez refroidir complètement avant de mettre le couvercle.

Ce produit se conserve minimum 6 mois à température ambiante!

### PROPRIÉTÉ DES INGRÉDIENTS

#### La lavande

L'essence de lavande contient des composants différents selon les espèces, mais on y trouve le plus souvent de l'acétate de linalyle et du linalol, du géraniol, du pinène, du cinéol, de la coumarine et de l'éthylamylcétone (à l'origine de son odeur rafraîchissante).

Elle a des propriétés antiseptiques, bactéricides, désinfectantes, calmantes, antispasmodiques et carminatives. Ce qui en fait un très bon cicatrisant.

#### La fleur de souci

La Calendula officinalis a des propriétés anti-inflammatoires, anti-œdémateuses, antioxydantes, anti-virales, anti-tumorales et immunomodulatrices.

#### La cire d'abeille

La cire d'abeille est unique pour ses qualités filmogènes, hydratantes, protectrices vis-à-vis des agressions de notre environnement, pour ses propriétés assainissantes pour la peau et le cuir chevelu et pour son action gainante du cheveu.

#### L'huile d'amande douce

La principale vertu de cette huile est de rendre la peau douce. L'huile d'amande douce est très adoucissante, nourrissante et hydratante. Elle assouplit et tonifie la peau. Grâce à ces vertus, elle permet de prévenir le dessèchement de la peau. Elle est donc recommandée pour les peaux très sèches et irritées ainsi que pour soigner les crevasses. Elle convient également aux peaux sujettes à l'eczéma ou aux dermatoses. Elle possède également des vertus anti-inflammatoires. Elle se montre très efficace contre les rhumes, les toux sèches et les bronchites.

Elle convient aux peaux sensibles et délicates ; elle peut donc être appliquée sur la peau des bébés et des jeunes enfants.



## BRÈVES

### Le FOREM nous montre comment ça marche...

Lorsqu'on parcourt le site du Forem, en première page on trouve un encadré dans lequel il est indiqué : « trouvez une offre d'emploi parmi plus de 33 400 offres ». Lorsqu'on nous demande de choisir la région dans laquelle nous recherchons un emploi, on nous propose les différentes provinces des trois régions belges. Toutefois, rien, dans ce moteur de recherche du « service public wallon de l'emploi et de la formation », à propos du Maroc : Marrakech, Agadir, Fès, Rabat, Casablanca... sont absentes des choix. Pourtant, la délocalisation de l'emploi, le Forem connaît bien, puisque la gestion de son software informatique est en partie délocalisée au Maroc. Le Ministre de l'Emploi (sic) André Antoine, a regretté cette « situation fâcheuse ». Certainement fâcheuse, car elle crée un contraste trop radical et significatif avec cette illusion perpétuelle de nous faire croire continuellement que dans un milieu professionnel compétitif, on puisse encore trouver un emploi, à tout le moins décent.

La Libre, 14 janvier 2013

### La FEB et la « nécessité de travailler plus longtemps »

Faisant preuve d'une perspicacité assez rare en nous annonçant que « l'année 2013 s'annonce celle où la crise financière touchera de plein fouet le marché du travail et le monde des entreprises belges », la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique) n'en démord toutefois pas, évidemment, de proposer les solutions qui, notamment, ont conduit où nous en sommes. Grisé par ses « victoires » en 2012 - « 2012 a également vu récompensés dans une large mesure, dans l'accord gouvernemental fédéral, nos efforts pour ancrer la nécessité de travailler plus longtemps » -, la FEB fourbit les armes pour 2013. Pour celle qui s'enorgueillit d'avoir sous ses auspices la Brussels School of Competition, on s'attend à la casse.

<http://vbo-feb.be/fr-be/>

### Go for (3,0)5

Nous savions déjà que les campagnes médiatiques sur la fin escomptée de la mortalité automobile et du carnage provoqué par l'usage de la bagnole n'était que des mythes entretenus pas ceux qui la vendaient et leurs acolytes qui la rendaient désirable (mais aussi ceux qui l'achètent, voir « Go for zero ou l'illusion du contrôle », avril-mai 2012). Certains, rions-en, nous le prouve avec cynisme, réjouissant les faiseurs de faits divers. Voilà donc le comble : un homme a été appréhendé par la police de Berthem alors qu'il était au volant de sa voiture. Jusque-là, rien d'anormal. Si ce n'est qu'il avait 3,05 pour mille d'alcool dans le sang. Malheur, car le « Le code de déontologie de l'IBSR n'autorise pas que des volontaires conduisent sous influence de l'alcool. La collaboration a été arrêtée ». Ouf !, encore un peu, sans cette précision, on aurait pu penser que l'Institut Belge pour la Sécurité Routière permettait à ses volontaires de conduire bourré. Ironie suprême : l'homme portait un pull avec le logo de la campagne de sécurité routière « Go For Zero », outre du matériel pour une campagne de promotion Bob, une bouteille de vin et des packs de bières. Allez, encore un effort – quelques heures – et on y sera au Go For Zéro... d'alcool dans le sang.

## AGENDA / ANNONCES

ANNONCES

**Qui:** Les petites annonces peuvent être proposées par des particuliers, des collectifs ou associations sans but lucratif.

**Quoi:** Demandes et offres de matériel, biens, services, échanges, dons, etc. Les offres matrimoniales, toutes respectables qu'elles soient, ne sont pas acceptées.

**Prix:** La diffusion unique d'une annonce coûte 5 euros, à verser sur le compte de Kairos pour nous soutenir.

Comment: Les annonces font au maximum 600 caractères espaces compris, elles sont à adresser à [annonces@kairospresse.be](mailto:annonces@kairospresse.be)

**Quand:** Les annonces sont publiées dans le numéro qui suit le 30ème jour de la réception de l'annonce et du paiement, hors numéro spécial.

**Sélection:** Kairos se réserve le droit de ne pas publier certaines annonces. Vie privée: Attention, les numéros de téléphones, adresses et coordonnées que vous indiquez dans l'annonce seront publiés dans le journal Kairos. En nous communiquant ces données, vous acceptez que nous les publions. La rédaction décline toute responsabilité de l'usage qui sera fait de ces informations privées par des tiers.

### CET AGENDA A GRANDEMENT ÉTÉ INSPIRÉ PAR DEMOSPHERES, AGENDA ALTERNATIF BELGO-BRUXELLOIS: [BXL.DEMOSPHERE.EU](http://BXL.DEMOSPHERE.EU)

#### SAMEDI 2 MARS – BRUXELLES

##### TOUR DU BRUXELLES ARABE

Afin de sortir des clichés qui ont la vie dure, petit tour de Bruxelles pour découvrir diverses associations qui travaillent à partir de la culture arabe. Présentation de «Merhaba», une organisation à but non lucratif qui travaille sur les intersections de la culture, de la sexualité et de l'identité. Suite de la promenade avec visites de librairies et moment musical pour terminer.

L'inscription est obligatoire. Envoyez un courriel à [lpboonkring@hotmail.com](mailto:lpboonkring@hotmail.com)

Départ à 13:30 à la Maison Arc-en-Ciel, 42 Marché au charbon à 1000 Bruxelles.

#### JEUDI 7 MARS – IXELLES

##### KHAOS EN AVANT-PREMIÈRE

Après la première au ciné d'Attac en novembre 2012, le film Khaos, les visages humains de la crise grecque, sera présenté le 7 mars 2013 en avant-première, en présence de la réalisatrice et de l'équipe du film.

« Partant de nombreux témoignages et portraits, le film aborde sans fards la vie quotidienne du peuple grec, avec Panagiotis Grigoriou (historien et blogueur de guerre économique) pour fil conducteur. Un road movie au rythme du jazz et du rap qui nous mène de Trikala à l'île de Kea, en passant par Athènes, à la rencontre du citoyen grec, du marin pêcheur au tagueur politique ».

Sortie au Flagey à partir du 13 mars et en Wallonie. Flagey asbl, rue Belvédère 27/5, 1050 Bruxelles.

#### VENDREDI 8 MARS – UCCLE – RASSEMBLEMENT DEVANT L'AMBASSADE D'ISRAËL

307ème rassemblement pacifique et silencieux face à l'ambassade d'Israël, organisé par l'association belgo-palestinienne.

Rendez-vous de 12h30 à 13h30 avenue de l'Observatoire, 40, 1180 Uccle.

#### DIMANCHE 10 MARS – HUY

##### STOP AU NUCLÉAIRE

Manifestation pour l'arrêt définitif des réacteurs nucléaires organisé par les Amis de la Terre. Marche vers Tihange.

Départ de la grand place de Huy. Rendez-vous à 9h00.

#### MARDI 12 MARS – LIÈGE

##### SORTIR DE L'ÉCONOMIE TOXIQUE

Conférence-débat sur les biens communs et l'économie sociale, ou comment s'affranchir de l'économie toxique.

19H30 à Barricade, rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège

#### MARDI 19 MARS – LIÈGE

##### L'AVENIR DU PÉTROLE

Présentation du livre « L'Avenir du pétrole - Panne d'essence, panne de sens » avec l'auteur Olivier Parks. « Depuis maintenant quelques années, nous assistons à des conjonctions de crises diverses. Mais quelles sont les origines de ces différentes crises ? Olivier Parks pose ici la question, essentielle, de savoir si la période d'incertitude dans laquelle nous vivons pourrait déboucher sur une nouvelle organisation de la société... Car si l'homme ne change pas ses comportements, les limites physiques s'imposent à lui, de gré ou de force.

À 19h30 à Barricade, rue Pierreuse 19-21, 4000 Liège

#### MARDI 26 MARS – NAMUR

##### LES ABEILLES

Conférence sur les abeilles, présentée par Didier Brick, apiculteur et biologiste collaborateur du Service d'éthologie de l'ULg. Il abordera les causes de la disparition des abeilles régulièrement évoquées comme l'appauvrissement de la flore mellifère, les traitements réalisés par les apiculteurs eux-mêmes, le réchauffement climatique, les ondes GSM, et les pesticides évidemment... Réflexion sur les moyens d'agir de chacun et dégustation de miel pour terminer.

Les Amis de la Terre - Belgique ASBL, Rue Nanon, 98 à 5000 Namur. Heure à définir (Téléphone : 081/39.06.39).

#### VENDREDI 25 JANVIER ET TOUS LES DERNIERS VENDREDIS DU MOIS À 18H00

##### TOUS À VÉLO

A ne pas louper, la masse critique cycliste, chaque dernier vendredi du mois où les cyclistes bruxellois occupent les rues dans l'espoir d'un futur meilleur...

Rendez-vous le 29 mars à 18 h, à la Porte de Namur. [www.placeovelo.be](http://www.placeovelo.be)

## VU, LU, ENTENDU



#### L'OBSCOLESCENCE PROGRAMMÉE DES OBJETS

En 1970, Jean Baudrillard décrivait déjà, dans La société de consommation, un des fondements de nos sociétés du gaspillage : « ce qui est produit aujourd'hui ne l'est pas en fonction de sa valeur d'usage ou de sa durée possible, mais au contraire en fonction de sa mort, dont l'accélération n'a d'égal que celle de l'inflation des prix. (...) Or, on sait que l'ordre de production ne survit qu'au prix de cette extermination, de ce « suicide » calculé perpétuel du parc des objets, que cette opération repose sur le « sabotage » technologique ou sur la désuétude organisée sous le signe de la mode ». Ce « sabotage technologique », cette obsolescence programmée, Serge Latouche la décrit dans son ouvrage Bon pour la casse et explique son lien profond à la croissance : « Le point de départ de l'obsolescence programmée,

*c'est l'addiction de notre système productif à la croissance. Notre société a lié son destin à une organisation fondée sur l'accumulation illimitée. Que nous le voulions ou non, nous sommes condamnés à produire et consommer toujours plus ».* L'obsolescence programmée, ce n'est donc pas un point de détail de nos sociétés de croissance, mais « l'arme absolue » de celles-ci. Car refuser la mode, se protéger de l'attaque publicitaire, bannir la consommation ostentatoire, cela demeure possible sous certaines conditions, mais on ne peut réparer, ou difficilement, des appareils qui portent dans leurs « gènes » leur destruction programmée. Décrivant l'origine de l'expression et ses fondements, le fait qu'elle soit si peu connue, et les solutions pour y remédier, l'auteur survole nécessairement l'histoire de la société de consommation, s'appuyant dans son analyse sur certains des ses grands penseurs (Thorstein Veblen, Stuart Ewen, Paul Lafargue, John Kenneth Galbraith...), l'ouvrage pose une question majeure : l'obsolescence programmée, profondément destructrice de la vie, n'est-elle pas l'obsolescence de l'homme lui-même ? En sortir passera alors nécessairement par la capacité de s'émerveiller de ce que nous offre perpétuellement celle que l'obsolescence programmée détruit chaque jour un peu plus : la nature.

Serge Latouche, « Bon pour la casse. Les déraisons de l'obsolescence programmée », Éditions Les Liens qui Libèrent, 2012

#### L'ÉCOLE, DÉMOCRATIQUE ?

A l'heure où l'on sauve encore des banques tout en sucrant dans les effectifs des services publics, et notamment ceux de l'enseignement, il est bon pour l'esprit de se rappeler – ou de l'apprendre – que derrière le vernis de « l'école pour tous », se cache au fond une structure reproductrice des inégalités sociales. Dans cette tâche, « l'école démocratique » nous aide.

Quelque articles récents nourriront la réflexion du lecteur, probablement plus qu'un JT de la RTBF ou qu'un article du Soir :

- « Formation des enseignants : que penser du projet Marcourt ? »

- « La CPU (certification par unités d'acquis d'apprentissage) ou comment condamner l'enseignement qualifiant »

- « Enseignement secondaire, une mue progressive et insidieuse »

- « Austérité : ceux qui en souffrent et ceux qui en profitent »

A LIRE SUR [WWW.SKOLO.ORG](http://WWW.SKOLO.ORG)

Kairos repose sur une équipe bénévole, mais solide : des chroniqueurs réguliers, des auteurs ponctuels, graphiste, illustrateurs, correcteurs, et tous ceux qui s'occupent du travail administratif... mais surtout des LECTEURS. Nous ne sommes rien sans vous ! Et nous avons besoin de vous pour faire connaître le journal, le plus largement possible, dans les cercles de convaincus, certes, mais aussi chez d'autres. Pour faciliter notre travail de diffusion, une fois lu, distribuez donc votre Kairos : au voisin, collègue, à son ami, sa copine, un passant. Parlez-en autour de vous!



## Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travaillisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconnue et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

### SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL\*

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

#### BELGIQUE

##### Personnes

> Abonnement simple

18 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

##### Organisations

> Abonnement simple

40 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

#### FRANCE

##### Personnes

> Abonnement simple

24 euros

> Formule de soutien\*\*

30 euros  50 euros  Plus

##### Organisations

> Abonnement simple

44 euros

> Formule de soutien\*\*

60 euros  80 euros  Plus

Nom\*\*\*: \_\_\_\_\_ Prénom\*\*\*: \_\_\_\_\_

Rue\*\*\*: \_\_\_\_\_ Numéro: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Ville\*\*\*: \_\_\_\_\_ Pays\*\*\*: \_\_\_\_\_

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): \_\_\_\_\_

> A retourner à: **Respire asbl, Rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles**

Virement bancaire à l'ordre de

Kairos – asbl Respire sur le compte: 979-6411697-02

IBAN BE32 9796 4116 9702 – BIC ARSPBE22

Chèques  
non acceptés  
en Belgique

Renseignements:

Tél. (00 32) 485/057 744 - (00 32) 488 200 175

Courriel: info@kairospresse.be

Site: www.kairospresse.be

\* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

\*\* Abonnement simple + Don

\*\*\* Remplir EN LETTRES MAJUSCULES